



EN VISITE D'ÉTAT DE DEUX JOURS

Le président Tebboune s'envole pour le Qatar aujourd'hui

P 16

Le Courrier d'Algérie

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro
Vendredi 18 - samedi 19 février 2022 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5468 - 18^e année

PARTICIPATION DE LA RASD AU SOMMET UE-UA

Gifle cinglante pour le Maroc

LIRE EN PAGE 2



Le président de la République sahraouie, Brahim Ghali à son arrivée au sommet UE-UA, jeudi dernier à Bruxelles

Ph : DR

SURVOL DES AVIONS MILITAIRES FRANÇAIS



L'Algérie rouvre son espace aérien

P 16

ALGÉRIE-NIGER-NIGERIA

Le projet de gazoduc se précise

P 5

ALORS QUE SORAYA MOULOUDI EST NOMMÉE À LA CULTURE

Raouia retrouve le portefeuille des Finances

P 4

ACCÈS À L'ALLOCATION CHOMAGE



Mode d'emploi

P 4

HIPPODROME BAZER SAKHRA - EL EULMA, CET APRÈS-MIDI À 15H30



Un quinté, entre mal lotis

P 14

LES COURSES EN DIRECT



LA LISTE DES PERSONNES ET ENTITÉS TERRORISTES PUBLIÉE AU JOURNAL OFFICIEL

Fin de « récré » pour les ennemis du pays

P 5

PARTICIPATION DE LA RASD AU SOMMET UE-UA

Coup dur pour Rabat et les projets européens visant à violer la souveraineté du peuple sahraoui

L'ambassadeur de la République arabe sahraouie démocratique en Algérie, Abdelkader Taleb Omar, a affirmé que le régime marocain du Makhzen, « a échoué dans ses tentatives » d'écarter la participation de la partie sahraouie aux travaux du sommet entre l'Union africaine et l'Union européenne qui s'est tenu, jeudi et vendredi, à Bruxelles.



Ph.:DR

En marge de l'installation de la Commission parlementaire pour la fraternité et l'amitié « Algérie-Sahara occidental », au siège de l'Assemblée populaire nationale l'ambassadeur sahraoui a déclaré, jeudi à l'APS, que la participation du président sahraoui Brahim Ghali aux travaux du sommet UE-UA, de façon officielle, a confirmé l'échec du régime marocain dans ses tentatives d'écarter la participation de la partie sahraouie au sommet ». Arrivé mercredi la veille du début, jeudi dernier, des travaux de deux jours du Sommet, UA-UE, à Bruxelles, à la tête de la délégation de la République sahraouie, le président sahraoui, secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, a été accueilli, vêtu de sa tenue traditionnelle, au siège de l'UE, accompagné d'une délégation de haut niveau composée de Abi Buchraya Bachir, membre du secrétariat national du Front Polisario, chargé de l'Europe et de l'UE, Lamine Aba Ali, représentant permanent auprès de l'UA, Khadidja Mokhtar déléguée du Front Polisario à Madrid, outre Lebsir Moulay Hassan, premier assistant à la représentation du Front Polisario en Europe et à l'UE. Sur la participation du membre de l'UA, la RASD, au dit Sommet,

Abi Buchraya Bachir, membre du secrétariat national du Front Polisario, chargé de l'Europe et de l'UE a soutenu, que « la présence de la RASD à ce Sommet constitue un coup sévère asséné aux projets de l'UE qui tente de contourner la souveraineté du peuple sahraoui en poursuivant la spoliation de ses richesses avec l'occupant marocain ». Sur les manœuvres du Makhzen marocain, visant à torpiller la percée de la RASD à divers niveaux, sans y parvenir, encore une fois, Rabat s'est heurté à un double mur de la légalité internationale et l'Act constitutif de l'Union africaine, dont la RASD compte parmi ses membres fondateurs, le diplomate de la RASD dira que Rabat « qui a tenté de démentir puis de remettre en cause l'invitation adressée à la République arabe sahraouie pour participer au sommet UA-EU a subi une lourde défaite, suite à la présence officielle du Sahara occidental » représenté, poursuit-il « par le président sahraoui, au sommet UE-UA » de Bruxelles. Une participation de l'Etat sahraoui, en la personne, de son président, Secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali à un Sommet qui s'est tenu, durant deux jours, à Bruxelles, la capitale européenne abritant les plus hautes institutions de l'UE, et la présence du président sahraoui a été « aux côtés de tous les représentants du reste des pays membres dans

ces deux institutions (UE et UA : Ndlr) », a tenu à souligner l'ambassadeur, Abdelkader Taleb Omar.

« AU MOMENT OÙ LE RÉGIME DU MAKHZEN CONTINUE À DUPER SON PEUPLE, LE MAROC VA S'ASSEOIR CÔTE À CÔTE AVEC L'ÉTAT SAHRAOUI AU SOMMET UA-UE, AU CENTRE DE LA CAPITALE POLITIQUE DE L'UE »

Le Maroc qui ne cesse pas de recourir à des manœuvres et plus souvent à des lobbyings, notamment sionistes et français, ses soutiens à son occupation des territoires du Sahara occidental vient de se heurter, encore une fois, non seulement à la réalité nationale, continentale et internationale de l'Etat sahraoui, mais aussi à la force du Droit international en matière de décolonisation ainsi que la portée de la justesse de la cause et de la lutte du peuple sahraoui pour en finir avec le joug colonial marocain. Déjà qu'au sein de l'espace européen, Rabat et ses soutiens parmi des pays membres de l'UE ont été rappelés à l'ordre par la Cour de justice européenne, par l'illégalité de tout accord UE/ Maroc, incluant le Sahara occidental, le Sommet UE-UA de Bruxelles, avec la participation du président de la RASD, Brahim Ghali, est une réponse cinglante, à Rabat, qui persiste à faire fi de la teneur non seule-

ment des textes de l'Act constitutif de l'UA et de la Légalité internationale, mais aussi à sa politique de fuite en avant enregistrant des échecs dans ses tentatives, d'exclure, en vain, la RASD de rencontres, pour ne citer que le Sommet UA-Ligue arabe. De son côté, la conseillère du président sahraoui, Mme Nana Labaat Rachid a estimé que la participation de l'Etat sahraoui aux travaux du 6ème sommet des chefs d'Etat et de gouvernements UA-UE, de Bruxelles constituait « un pas important sur la voie du parachèvement de la souveraineté nationale sur l'ensemble des territoires sahraouis occupés », affirmant que « la diplomatie marocaine impertinente a consacré davantage la République sahraouie en tant que réalité indéniable ». Dans une publication sur son compte facebook, la conseillère du président sahraoui a souligné que l'occupation marocaine, par son adhésion, fin janvier 2017, à l'UA, « a longtemps fait croire au peuple marocain que cette adhésion visait à faire sortir l'Etat sahraoui de l'UA » et de rebondir en indiquant que « néanmoins la diplomatie marocaine impertinente a consacré davantage l'Etat sahraoui en tant que vérité indéniable ». Poursuivant dans son écrit sur son compte Facebook, elle relève qu'« au moment où le régime du Makhzen continue à duper son peuple, le Maroc va s'asseoir côte à côte avec l'Etat sahraoui au sommet UA-UE, au centre de la capitale politique de l'UE » et que « la RASD a été présente, à ce sommet, en tant que membre de l'UA », a-t-elle soutenu. Concluant que « ni le Maroc ni ses alliés politiques ne sauraient falsifier cette vérité » elle écrit « pire encore, l'occupant n'est même pas parvenu à s'absenter à ce sommet en guise de protestation », conclut la conseillère à la présidence de la République arabe sahraouie.

Karima Bennour

SÉCURITÉ, DROITS DE L'HOMME ET DÉPLACÉS

L'expert onusien note une amélioration de la situation au Mali

L'expert indépendant des Nations unies sur la situation des droits de l'homme au Mali, Alioune Tine, qui était en visite au Mali depuis le 8 février dernier, a exprimé, jeudi, sa satisfaction de l'amélioration de la situation sécuritaire du pays, celle des droits de l'homme et des déplacés. Tine s'est exprimé, à l'issue d'une audience avec le Premier ministre malien, Choguel Kokalla, jeudi. "C'est la première fois, depuis ma visite ici au Mali en 2018, qu'il y ait eu une amélioration de la situation de la sécurité, reconnue unanimement à la fois par le commandement militaire, par l'administration territoriale, par la société civile et les populations que nous avons rencontrés", a expliqué l'expert indépendant des Nations unies. Alioune Tine témoigne, en outre, que : "Il y a eu une amélioration de la situation des personnes déplacées". Il a ajouté, par ailleurs, qu'« il y a eu une amélioration aussi sensible de la situation des droits humains, les violations et les atteintes aux droits de l'homme ont baissé ». Au cours de cette visite, Alioune Tine a rencontré les autorités publiques, la société civile, les associations de victimes, les organisations non gouvernementales, le corps diplomatique et les Nations unies au Mali. Les discussions ont porté essentiellement sur des progrès réalisés dans la mise en œuvre des engagements souscrits sur les recommandations de sa précédente visite, notamment en matière de lutte contre l'impunité.

R. I.

SOLDATS FRANÇAIS AU MALI Abdoulaye Maïga exige un retrait « sans délai »

Les autorités maliennes de transition ont demandé, hier, à la France, de « retirer sans délai » ses soldats du Mali, au lendemain de l'annonce, par Paris et ses partenaires, d'un retrait échelonné sur les prochains mois. Dans un communiqué lu à la télévision nationale, le porte-parole du gouvernement, le colonel Abdoulaye Maïga a assuré que les résultats de neuf ans d'engagement français au Mali « n'ont pas été satisfaisants ». « Au regard de ces manquements répétés (aux) accords de défense, le gouvernement invite les autorités françaises à retirer, sans délai, les forces Barkhane et Takuba du territoire national, sous la supervision des autorités maliennes », dit le colonel Maïga.

R. I.

LE PRÉSIDENT SUD-AFRICAIN SUR LA PALESTINE ET LE SAHARA OCCIDENTAL

« Notre soutien à l'autodétermination reste un pilier central »

Le soutien à l'autodétermination des peuples de la Palestine et du Sahara occidental demeure un pilier central du travail du gouvernement sud-africain, en faveur d'un ordre mondial juste, a déclaré le président Cyril Ramaphosa. "Nous ne pouvons pas accepter qu'il y ait encore des personnes au 21e siècle qui continuent à languir sous l'occupation coloniale", affirme Ramaphosa dans sa réponse au débat ayant suivi son discours sur l'état de la nation sud-africain. "Notre soutien à l'autodétermination des peuples de la Palestine et du Sahara occidental reste un pilier central de notre travail en faveur d'un ordre mondial juste, égal et pacifique", ajoute-t-il. L'Afrique du Sud a toujours apporté son soutien à l'indépendance du Sahara occidental et à la fin de l'occupation sioniste en Palestine. Pretoria considère le Sahara occidental comme la dernière "colonie" du continent africain et

appelle à la tenue d'un référendum d'autodétermination dans ce territoire non autonome. En juillet 2021, elle s'est farouchement opposée à la décision du président de l'Union africaine, Moussa Faki, d'accorder, à l'entité sioniste, le statut d'observateur, esti-

mant que la conduite de l'occupation israélienne "n'est pas conforme aux valeurs inscrites dans l'Acte constitutif de l'UA". Ce statut a été ensuite suspendu lors du dernier sommet de l'UA tenu les 5 et 6 février à Addis-Abeba.

R. I.

CARAVANE DE SOLIDARITÉ AU PROFIT DES RÉFUGIÉS SAHRAOUI

Francesco Rocca aux côtés de Saïda Benhabiles

La présidente du Croissant-rouge algérien, Saïda Benhabiles, a donné hier, à partir de la wilaya de Tindouf le coup d'envoi d'une caravane de solidarité pour les réfugiés sahraouis, à partir de la maison de la culture de la wilaya. Il y a eu l'envoi de 500 tonnes de produits ali-

mentaires de première nécessité au bénéfice des réfugiés sahraouis dans les camps de Tindouf et la caravane intervient en marge de la visite qu'effectue hier, le président de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-rouge et du Croissant-rouge (IFRC), Francesco Rocca, dans la wilaya

de Tindouf et aux camps de réfugiés sahraouis. Cette initiative, qui s'inscrit en droite ligne des principes de l'Algérie et du CRA, est à même de pallier le problème du "manque de produits alimentaires et de dons dû à une crise internationale", a expliqué Mme Benhabiles. La présidente du Croissant-

rouge algérien a, en outre, remercié M. Rocca pour sa visite à Tindouf et pour avoir encouragé les bénévoles de ces régions frontalières "qui font beaucoup de sacrifices pour faire face à des problèmes liés notamment au climat hostile dans la région".

R. N.

LA LISTE DES PERSONNES ET ENTITÉS TERRORISTES PUBLIÉE

Fin de « récré » pour les ennemis du pays

L'état se resserre sur les personnes et organisations terroristes, qui vont voir leurs capacités de nuisance réduite. En effet, le numéro 11 du Journal officiel ; paru le 13 février 2022, contient une liste nationale nominative de personnes et organisations classées terroristes. Cette liste est annexée à un arrêté signé par le ministre de l'Intérieur, Kamel Beldjoud, définissant les modalités de son élaboration.



points d'orgue de la campagne de déstabilisation menée durant l'été dernier contre le pays. À ce titre, une première liste comporte les noms de 16 personnes parmi lesquelles le premier responsable de l'organisation le MAK, qui s'est distingué par un discours antinational et sécessionniste et qui s'est allié, il y a quelques mois, à ses gourous du Makhzen en se livrant à une véritable atteinte à l'intégrité du pays. Pareil d'ailleurs pour l'autre entité terroriste, Rachad, fondée sur les décombres du Fis dissout. Cette liste comprend ainsi des noms pour ne citer que Ferhou Hanafi, Louerguoui Jugurta, Bellabbaci Brahim, Mekhiouba Yahia alias Ammar, Mansri Manar, Ainsi que Zitout Mohamed et Dhina Mourad, Mekki Daouadji Brahim, Boudraâ Réda

alias Takieddine, Mesli Rachid et Boukhors Amir alias Amir dz. Des figures connues pour leurs accointances avec le Mak ou Rachad dont les véritables parrains sont des dignitaires de l'ex-FIS dissous et même du GIA. La liste B comprend, quant à elle, les entités classées terroristes, en l'occurrence le Mouvement d'autodétermination de la Kabylie, dirigé par Mehenni Ferhat, et le Mouvement Rachad dirigé par Zitout Mohammed. Il faut également rappeler que ces individus sont, pour la plupart, condamnés par la justice algérienne et sous le coup de mandats d'arrêt internationaux, ce qui rend légale leur extradition vers l'Algérie pour répondre de leurs crimes. L'article 3 de l'arrêté dispose que « la liste annexée au présent document est tenue par la com-

mission de classification des personnes et entités terroristes qui veille à son actualisation et l'afficher sur son site électronique, ainsi que sur le site de la cellule de traitement du renseignement financier ». La publication de la liste citée à l'article 3 est considérée comme « notification aux chargés de l'exécution pour prendre les mesures nécessaires afin d'interdire l'activité de la personne ou de l'entité inscrite sur la liste, saisir et/ou geler ses fonds et les fonds provenant des biens lui appartenant ou qui dépendent, directement ou indirectement, de son contrôle ou du contrôle des personnes agissant pour son compte ou qui obéissent à ses ordres, tout en prenant en considération les droits des tiers de bonne foi, et lui interdire de voyager (concernant les personnes) ». Ainsi, c'est un nouveau tour de vis qui est venu pour restreindre la capacité de nuisance de ces personnes et organisations terroristes qui versent leur fiel, à partir de capitales occidentales et qui sont soutenus par des officines et des cercles ennemis de l'Algérie. Le rapprochement de Ferhat Mehenni, avec Israël ou encore le Makhzen est la preuve du complot qui vise le pays qui est entouré de foyers de tension où activent des organisations terroristes et de criminalité transnationale.

Slimane B.

AFFAIRE DES MINOTERIES DE CORSO

Djamila Tamazirt condamnée à 5 ans de prison

Le pôle pénal économique et financier près le tribunal de Sidi M'hamed, à Alger, a condamné, jeudi, l'ancienne ministre de l'Industrie, Djamila Tamazirt, à 5 ans de prison ferme assortis d'une amende de 300 000 DA, poursuivie dans une affaire de corruption. Tamazirt a été condamnée dans cette affaire pour fausse déclaration de patrimoine, abus de fonction en vue de l'obtention de privilèges et octroi d'indus avantages aux tiers lors de la conclusion de marchés, lorsqu'elle était directrice du complexe agroalimentaire de Corso relevant du groupe Eriad entre 2009 et 2015, ainsi que pour conflits d'intérêt, avec son acquittement de dilapidation de deniers publics et de trafic d'influence. La même juridiction a rendu un verdict portant saisie de tous les avoirs criminels mobiles et des fonds déposés dans les comptes bancaires. Belmakki Nacer, époux de la sœur de l'accusée principale, Tamazirt, a été condamné à deux ans de prison ferme avec émission d'un mandat d'arrêt à son encontre, tandis que l'époux de l'accusée Tamazirt, Hafidh Akhenach, a été condamné à deux ans de prison ferme. Le reste des accusés poursuivis dans cette affaire pour abus de fonction, ont été acquittés. Parmi les plus importants dossiers présentés, figure le contrat de partenariat entre le Groupe Amor Benamor et la minoterie de Corso (Eriad Alger), ainsi que les procédures liées à l'expertise sur l'équipement et les raisons de son démantèlement.

LES PROCÈS DE HADDAD ET COMPAGNIE REPORTÉS AU 3 MARS

Le Pôle pénal économique et financier du Tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a reporté, jeudi, au 3 mars prochain, le procès de l'homme d'affaires Ali Haddad et d'anciens ministres des Travaux publics. Le tribunal a rejeté la demande de libération et de levée du contrôle judiciaire sur certains accusés. Le procès a été reporté à la demande du collectif de défense des accusés. Ali Haddad et les anciens ministres Ammar Ghoul, Abdelkader Kadi et Abdelkader Ouali, ainsi que d'autres responsables dans le secteur des Travaux publics sont poursuivis pour octroi de privilèges injustifiés, abus de fonction, conflit d'intérêts, infraction à la loi notamment lors de la conclusion d'un marché de réalisation du projet de dédoublement de la route de wilaya d'Aïn Defla et de son raccordement à l'échangeur de l'autoroute Est-Ouest.

LE PROCÈS DE KHALIDA TOUMI ÉGALEMENT

Aussi, la même instance a reporté, au 3 mars prochain, le procès de l'ancienne ministre de la Culture, Khalida Toumi, poursuivie pour des chefs d'accusation liés à la corruption. Le report de ce procès intervient à la demande du collectif de défense des autres accusés dans la même affaire. L'ancienne ministre de la Culture est poursuivie pour « abus de fonction, dilapidation de deniers publics et octroi d'indus avantages à des tiers ». Plusieurs responsables du secteur de la Culture sont également poursuivis dans cette affaire, notamment ceux qui étaient en charge de la gestion des événements culturels durant la période où Khalida Toumi était à la tête du secteur, dont Tlemcen, capitale de la culture islamique en 2011.

Sarah O.

MINI-SÉRIE POLÉMIQUE SUR L'ALGÉRIE

ARTE confidentiel ...

La chaîne franco-allemande, ARTE se distingue, une nouvelle fois par la production d'une mini-série polémique, en l'occurrence "Alger Confidentiel", sur un scénario d'Abdel Raouf Dafri, (et d'après le roman "Paix à leurs armes" d'Oliver Bottini).

Si la fiction est un genre libre, les ingrédients que mettent les cinéastes européens, spécialement français dans ce cas, pour décrire l'Algérie, découlent toujours des mêmes fantasmes et des mêmes récurrences intellectuelles. Les pôles français et allemand d'ARTE et la chaîne publique ZDF (actionnaire d'ARTE) ont mis 5 millions d'euros pour faire naître cette mini-série qui reprend les mêmes clichés auxquels nous a habitués ARTE durant deux décennies. L'Algérie y est forcément un "pays hostile", dixit le scénariste gauchisant, décoré de la légion des Arts et des Lettres par Frédéric Mitterrand, neveu de l'ex-ministre de la justice coloniale. L'Algérie y est forcément "corrompue", "non gouvernée", abrite une "junte militaire" méchante, et des opposants, souvent des islamistes, "gentils" sur un arrière fond violent et insoutenable. Et pour corser le cliché, l'acteur principal est forcément un sympathique agent étranger qui a trouvé l'amour avec une Algérienne (dans le cas d'espèce une magistrate), dont CNews y va joyeusement de son cliché pour résumer le synopsis : "Quand un vendeur d'armes est kidnappé, ils se retrouvent face à un conflit d'intérêt qui va mettre leur amour à rude épreuve, sur fond de corruption et de lutte pour la démocratisation d'un pays dirigé par un régime à bout de souffle". Voilà pour l'intrigue. Toutefois, le téléspectateur algérien est fatigué. Il est atteint par une forme de lassitude par des raccourcis médiatiques et audiovisuels répétés durant 20 ans, surtout à l'époque de "Qui tue Qui ?", ressuscité à l'occasion de cette mini-série.

ARTE, comme les télévisions publiques

françaises, n'en est pas à sa première production où l'Algérie est, inévitablement, maltraitée, comme un pays-prototype de gâchis politique, et concurrence souvent les deux victimes préférées des programmeurs de cette télévision, à savoir la Chine et la Russie, boucs émissaires préférés d'ARTE. Leur propension à donner des leçons n'est pas propre au "Régime" car d'autres productions ont même fini par faire réagir leurs amis du Hirak, eux-mêmes dépeints comme des jeunes délurés et immatures politiquement.

Mais bon, à quoi doit-on s'attendre d'une chaîne qui donne un chèque à blanc (et un chèque tout court), à toutes les réalisations incongrues de Bernard Henri Levy (BHL pour les intimes), le fossoyeur de la Libye, et dont elle a financé 12 films en dizaines de millions d'euros qui se sont tous avérés être des bides commerciaux. À quoi s'attendre d'une chaîne dont le traitement des événements historiques balance entre la sacralité, quand il s'agit d'évoquer les camps de concentration pour les juifs, et la caricature, quand il s'agit de parler d'un pays arabe.

À quoi s'attendre, également, d'une chaîne qui représente l'instrument froid d'une élite européenne qui semble avoir l'obsession de connaître mieux que les peuples des pays du Sud, leurs destins.

Si la fiction est libre, la critique l'est aussi. Le scénariste, qui est un franco-algérien, ne cache pas ses accointances extra-artistiques, puisqu'il déclare, avec des approximations vérifiables, que : "dans mes recherches, j'ai appris par exemple qu'en 2014 l'Allemagne a ouvert des usines d'assemblage de véhicules tout-terrains militaires alors que le peuple, lui, a besoin de bien d'autre chose". À priori, Abdel Raouf Dafri n'est pas seulement scénariste mais également expert en armements, ministre de l'Industrie, géopoliticien et accessoirement sociologue de la Nation algérien-

ne ! Ce dont a besoin le peuple est d'abord de la décence. Que son pays ne soit plus décrit comme habitant une République bananière, où le droit est absent, ou un État "Couscousier" inapte à la Bonne gouvernance. Ce qui est navrant et triste est que cette mini-série a été faite avec l'argent du contribuable français et allemand, sans qu'on leur demande leur avis. ARTE est cofinancée à hauteur de 140 millions euros par le couple franco-allemand, dopée aux subventions de l'UE, et ce depuis 20 ans pour produire des documentaires biaisés par le Wokisme rédactionnel. Et si les médias européens sont faciles quand il s'agit de critiquer les médias publics algériens, on est en droit de s'indigner, en tant qu'Algériens, sur la destination de l'argent du contribuable européen consacré à ternir l'image de ses partenaires stratégiques.

C'est pour ces raisons que "Alger Confidentiel" est un programme supplémentaire issu de ces subventions subjectives et orientées, sans égard aux goûts de la masse. Car à ARTE, c'est connu, "la masse" ne réfléchit pas. Car, en définitive, ce qui est "confidentiel" est le 1,3% d'audience de cette chaîne en France et 2,9 de points en audience cumulée avec l'Allemagne. On reprochera toujours aux Algériens d'être paranoïaques en ce qui concerne l'atteinte à l'intégrité de leur pays ou les tentatives d'ingérence diplomatique ou culturelle. Et c'est le cas.

La production audiovisuelle et culturelle autour de l'Algérie a toujours privilégié l'angle uniquement rédhitoire de la vision européenne qui s'exprime parfois au Parlement de Strasbourg, à Bruxelles ou à ARTE. Et si l'on doit être réellement paranoïaque, il y a tout de même lieu de s'interroger pourquoi cette mini-série a été tournée en grande partie au Maroc qui a accueilli, à bras ouvert, les équipes d'ARTE.

APS

ACCÈS À L'ALLOCATION CHOMAGE

Mode d'emploi

Le décret exécutif fixant les conditions, les modalités et le montant de l'allocation chômage ainsi que les engagements du bénéficiaire, vient d'être publié dans le Journal officiel.

Pour bénéficier de cette allocation dont le montant est de 13 000 DA, le chômeur primo-demandeur d'emploi doit remplir plusieurs conditions citées dans ce décret, à savoir être de nationalité algérienne, résident en Algérie et âgé entre 19 et 40 ans. Il est aussi exigé d'être inscrit comme chômeur primo-demandeur d'emploi auprès des services de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) depuis au moins 6 mois, ne pas disposer d'un revenu, quelle que soit sa nature, justifier sa situation vis-à-vis du service national et ne pas être inscrit dans un établis-



Ph: DR

sement d'enseignement supérieur ou de formation professionnelle. Le bénéficiaire ne doit pas avoir déjà bénéficié des dispositifs publics de soutien à la création et à l'extension d'activités, d'aide à l'insertion professionnelle et d'aide sociale, alors que le conjoint ne doit disposer d'aucun revenu, quelle que soit sa nature, est-il sou-

ligné dans le décret qui stipule aussi dans son article 3, que les détenus ayant purgé leur peine et ne disposant pas de revenu, bénéficieront de cette allocation. Dans l'article 4, le décret précise que le maintien du bénéfice de l'allocation chômage est soumis à un nombre d'obligations, à savoir se présenter auprès des services de l'ANEM de son lieu de résidence pour la revalidation de son inscription, répondre aux convocations des services de l'ANEM, ne pas refuser deux offres d'emploi correspondant à ses qualifications et ne pas refuser une formation visant à améliorer son employabilité. Dans le même sillage, il est énoncé que les services de l'ANEM peuvent proposer au bénéficiaire une formation, notamment dans

les métiers déficitaires, en vue d'améliorer son employabilité et de faciliter son insertion professionnelle. Orienté vers une formation, le bénéficiaire continue de percevoir cette allocation durant la période de formation à concurrence de la durée prévue, mais en cas d'abandon de la formation de sa part, cela entraîne la suppression de l'allocation chômage. Pour ce qui est du suivi et du contrôle de ce dispositif, ils sont assurés par les services de l'ANEM en relation avec les services déconcentrés du ministère chargé de l'Emploi. En ce sens, le décret explique que l'allocation cesse d'être versée dans des cas bien identifiés, à savoir le placement du bénéficiaire ou de son conjoint dans un emploi ou dans le cadre des dispositifs publics de soutien à la création et à l'extension des activités. Elle cesse aussi d'être versée à la demande du bénéficiaire, son refus de deux offres d'emploi correspondant à ses qualifications, son refus d'une formation visant à améliorer son employabilité ou dans le cas du bénéfice de l'intéressé ou du conjoint d'un revenu, quelle que soit sa nature, ou carrément le décès du bénéficiaire. Pour ce qui est des sanctions prévues par les dispositions du Code pénal, il est mentionné que toute fausse déclaration ou falsification de document, à l'effet de bénéficier de l'allocation chômage, entraîne la cessation du versement de l'allocation et le remboursement des sommes indûment perçues.

Ania Nch

AGENTS DE LA POLICE

Vers la révision de la prime et de la durée de service dans le Sud

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamal Beldjoud, a fait savoir que les services de son département s'attelaient actuellement à l'examen des projets gelés à travers toutes les wilayas du pays pour réévaluation et traitement. À commencer par les dossiers concernant la durée du service et de la prime des agents de la police.

Dans ce cadre, il a été décidé, notamment, de la révision de la durée de service des agents de la sûreté nationale dans les wilayas du sud ainsi que la révision de leur prime, Beldjoud a fait savoir que ce service ne concerne pas une certaine catégorie de la Police mais les facteurs d'âge et de condition physique ainsi que les cas sociaux pourraient exempter les éléments concernés de cet engagement, sachant que cette opération s'effectue selon des critères bien définis. À ce propos, il a rappelé les dispositions du décret exécutif n° 10-322 (22 décembre 2010) portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de la Sûreté nationale, stipulant que les agents de police doivent effectuer une période d'activité dans les wilayas du sud... une période définie de 2 ans pour l'extrême sud et 4 ans pour les autres wilayas du sud. Concernant les avantages accordés aux éléments de la sûreté résidant dans le sud, Beldjoud a souligné qu'en plus de l'avantage d'ancienneté comptabilisé dans l'avancement d'échelon et de grade, un système d'indemnisation variant entre 10 et 40% a été réservé au travail dans ces régions, entre autres avantages liés aux congés annuels, aux indemnités de loyer, à l'électricité et autres. Dans ce contexte, les services du ministère de l'Intérieur ont procédé exceptionnellement, par le biais de la Direction générale de la Sûreté nationale, à l'ouverture du recrutement en faveur des jeunes issus des régions sud du pays, ce qui permettra de renforcer les effectifs de police dans ces wilayas, notamment après la création de dix nouvelles wilayas, ajoute le ministre.

EXAMEN ET RÉÉVALUATION DES PROJETS GELÉS

À propos de l'instruction émanant de la wilaya de Tamanrasset qui interdit tout achat, vente ou immatriculation de véhicules de 8 et 9 places, et toute l'ambiguïté qui l'entoure, Beldjoud a affirmé que le Premier ministre avait donné une instruction portant examen de toutes les interrogations et les questions relatives à ce sujet ainsi que la possibilité d'annuler ou de modifier cette instruction à travers la formation d'un groupe de travail multisectoriel. L'application de l'instruction émanant des autorités supérieures du pays à ce propos est tributaire des conclusions de ce groupe de travail, a souligné le ministre.

Sur le devenir des logements réalisés durant les années 1960 et 1970 à la commune de Hammam N'bail (Guelma), le ministre a fait savoir que les autorités locales avaient recensé et inspecté ces logements (60 logements) en 2012 où 19 habitants ont été relogés, ajoutant qu'il était impossible de prendre en charge le reste des habitants. Le règlement de la situation de ces logements est prévu par la loi 08-15 (juillet 2008) portant règles de conformité et finalisation de leur réalisation étant donné que ces bâtisses ont été réalisées sur des lots de terrain appartenant à l'État.

A. N. ch.

ACCESSIBLE À PARTIR DU 25 FÉVRIER

Plateforme web interactive avec les candidats à l'allocation

Le ministre du Travail de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Youcef Cherfa, a annoncé le lancement d'une plateforme numérique le 25 février en cours pour communiquer avec les personnes inscrites auprès des agences d'emploi (ANEM) sur les dates fixées pour le dépôt des dossiers et de réception de l'allocation chômage.

ANC

ENSEIGNANTS CHercheurs HOSPITALO-UNIVERSITAIRES

C'est parti pour la révision des statuts particuliers

La Commission chargée de la révision des statuts particuliers des enseignants-chercheurs hospitalo-universitaires a été installée, jeudi à Alger, lors d'une cérémonie présidée par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane. S'exprimant à cette occasion, le ministre a expliqué que cette commission "est chargée de rédiger les statuts particuliers des enseignants chercheurs hospitalo-universitaires en vue de satisfaire les revendications sociales et scientifiques et prendre en charge leurs droits professionnels" et définir clairement, poursuit le ministre, « leurs devoirs envers les institutions universitaires et de recherche à laquelle ils appartiennent, ainsi que leurs devoirs envers la société ». Cette Commission, qui comprend des représentants des syndicats des enseignants s'attèle à "réviser, enrichir, débattre et organiser ces projets de textes sous forme de statuts particuliers", a précisé le ministre. Benziane a souli-

gné que cette commission examinera plusieurs questions, notamment, "la prise en charge de la carrière professionnelle et scientifique de l'enseignant-chercheur, les libertés académiques et la liberté de participation aux organes et organisations académiques, la hiérarchie des fonctionnaires de l'État, la formation des professeurs nouvellement recrutés, la détermination des conditions de recrutement et de promotion dans les différents grades". La même commission examinera également "la possibilité d'organiser les activités de formation continue, d'expérience et de consultation, ainsi que l'organisation et le contrôle du deuxième travail du professeur et chercheur au niveau des établissements universitaires d'enseignement supérieur publics et privés". L'installation de cette commission s'inscrit dans le cadre de "la détermination du secteur à consacrer le principe du travail commun sérieux consultatif découlant de plusieurs réunions conjointes régionales et nationales, organisées dans plusieurs wilayas du pays". Il a également indiqué que l'installation de cette commission était une occasion pour "examiner et rapprocher les points de vue, particulièrement sur les propositions n'ayant pas fait l'objet d'un consensus, dans le but de parvenir à l'élaboration d'un projet approuvé par toutes les parties afin de le présenter au gouvernement, à condition que ce projet proposé soit réalisable et loin de l'imagination et de l'idéalisme, pour qu'il soit accepté par les hautes autorités. Par ailleurs, le ministre a indiqué que "le texte réglementaire qui définit les statuts de l'établissement d'enseignement supérieur ainsi que les projets de décrets exécutifs portant principalement sur le sujet de la thèse dans l'établissement outre l'élaboration des quatre textes réglementaires d'application de la loi d'orientation pour la recherche scientifique et le développement technologique, ainsi que la circulaire relative à l'orientation des bacheliers session 2022, sont en cours d'élaboration".

Sarah O.

R. N.

ALORS QUE SORAYA MOULOUDI EST NOMMÉE À LA CULTURE

Raouia retrouve le portefeuille des Finances

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, a nommé, jeudi, Abderrahmane Raouia, ministre des Finances, déchargeant ainsi Aïmène Benabderrahmane de ce portefeuille.

Aussi, Mme Soraya Mouloudji est nommée ministre de la Culture et des Arts à la place de Wafaa Chaâlal, congédiée de ce poste. Ainsi, précisé un communiqué de la présidence de la République, « Conformément aux dispositions des articles 91, alinéa 7, et 104 de la Constitution, et après consultation du Premier ministre, le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a nommé : M. Abderrah-

mane Raouia, ministre des Finances, Mme Soraya Mouloudji, ministre de la Culture et des Arts ».

Rappelant, dans ce cadre, que le poste du ministre des Finances était occupé jusqu'alors par le Premier ministre, Aïmène Benabderrahmane, depuis sa nomination à la tête de l'Exécutif, le 30 juin 2021. Quant au nouvel arrivé à la tête des Finances, il n'est pas étranger au gouvernement et encore moins à ce poste.

Abderrahmane Raouia a déjà géré le portefeuille des finances du 25 mai 2017 au 31 mars 2019. Il est diplômé en sciences juridiques à l'Université d'Alger et il est titulaire d'un diplôme de l'École nationale des Impôts de Clermont-Ferrand, France. En fonction depuis 1985 dans le secteur financier, Raouia a

entamé sa carrière, au ministère des Finances, successivement comme Administrateur à la Direction des Études et de la Législation Fiscale (1985-1987), Chef de bureau des Conventions fiscales internationales (1990-1993), Sous-directeur des conventions fiscales internationales (1993-2000) et Directeur de la Législation fiscale (2000-2003). Sur le plan international, Raouia a été Expert du Fonds Monétaire International (FMI) en République Démocratique du Congo de 2003 à 2005. Il a, par la suite, été désigné comme Chargé d'études et de synthèse au Cabinet du ministre des Finances de 2005 à 2006, puis Directeur Général des Impôts depuis juin 2006 jusqu'à sa nomination, jeudi, à la tête du ministère des Finances.

ALGÉRIE-NIGER-NIGÉRIA

Le projet de gazoduc transsaharien se précise

Le champ gazier de Hassi R'mel, en Algérie, sera bientôt connecté à celui du Nigeria en passant par le Niger, pour relier le marché européen, dans le cadre du projet de gazoduc transsaharien (Trans-Saharan Gas Pipeline, TSGP).

Mercredi, en marge des travaux du 3ème forum et exposition des mines et du pétrole de la Cedeao (Ecomof 2022), à Niamey, le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab et ses homologues nigérien, Mahamane Sani Mahamadou, et nigérian, Timipre Sylva, ont signé une déclaration commune visant à mettre en place une feuille de route, pour accélérer le processus de réalisation de ce projet. Les facteurs les plus favorables sont réunis pour sa relance et sa concrétisation. Le ministre nigérian, Timipre Sylva, a pris l'engagement, au nom de son pays, «de construire notre partie du gazoduc qui va jusqu'à Kano, à la frontière avec le Niger, et permettre au gazoduc de continuer sur le Niger et atteindre l'Algérie», rapporte l'APS qui cite la presse locale. Pour sa part, le ministre nigérien, Mahamane Sani Mahamadou, a réaffirmé la volonté du Niger de contribuer significativement à ce projet commun. Le ministre algérien, Mohamed Arkab, a réitéré l'attachement de l'Algérie à l'aboutissement de ce gazoduc et sa disponibilité à mobiliser "tous les moyens" pour réussir le projet. L'Algérie réunit les conditions



PH : DR

exigées pour la réussite d'un tel projet, à travers le réseau de transports, les stations de gaz naturel liquéfié (GNL) et les infrastructures de pétrochimie ainsi que sa position géographique proche des marchés de gaz. Fin novembre dernier, dans son allocution prononcée au huitième Forum de la coopération sino-africaine (FCSA) tenu à Dakar (Sénégal), le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a cité parmi les projets à dimension africaine, réalisés par l'Algérie, le gazoduc transsaharien qui est un projet algéro-nigérian avec une longueur totale de 4128 km inscrit dans le cadre du NEPAD, ainsi que le projet de liaison par fibre optique, Algérie-Abuja, également dans le cadre du NEPAD qui permettra d'accroître l'utilisation des TIC et de réduire ainsi la facture numérique. Plus récemment, au début de ce mois, Ramtane

Lamamra a réitéré, lors de sa participation aux travaux du 39ème Sommet du Comité d'Orientation des Chefs d'État et de Gouvernement du NEPAD, «l'attachement de l'Algérie aux objectifs de développement économique et de l'intégration continentale, en réaffirmant l'importance qu'accorde notre pays au mandat du NEPAD dont il est l'un des membres fondateurs». Il a cité, une fois de plus, le Gazoduc Transsaharien reliant le Nigeria à l'Algérie en tant que projet structurant et contribution de notre pays dans la promotion et l'accélération de l'intégration économique régionale, dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de développement régionaux, notamment l'Agenda 2063 de l'Union africaine. L'ambassadeur du Nigeria à Alger, Mohammed Mabdul, avait eu à souligner l'avantage économique du TSGP, reliant le Nigeria à l'Europe via l'Algérie.

«C'est un projet très important qui générerait beaucoup d'argent à la fois pour le Nigeria et les autres pays qui y participent», avait-il déclaré dans un entretien accordé au quotidien nigérian «Punch», cité par l'APS. Mohammed Mabdul avait également évoqué le projet de câbles à fibre optique qui vise à renforcer la connectivité internet entre l'Afrique et l'Europe ainsi que le projet de la route transsaharienne de 9 900 km qui traverse également le Tchad et le Mali, et qui a atteint un taux d'achèvement d'environ 90 %. Ce projet sera soutenu, selon le diplomate, par la connexion entre trois ports en eau profonde qui seraient construits pour booster l'activité économique de la région. Il s'agit du port en eau profonde à Lagos, d'un port qui serait construit dans une ville côtière en Algérie et un troisième prévu à Gabès, en Tunisie.

M'hamed Rebah

FOURNITURE DE GAZ VERS L'EUROPE

L'Algérie honore ses engagements

Le chef de la diplomatie européenne, Josep Borell, a rassuré mercredi sur la fiabilité de l'Algérie en matière de fourniture de gaz vers l'Europe, la mise en arrêt du gazoduc GME n'affectant en rien l'offre algérienne. En effet, le Haut Représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, en réponse, à une question malveillante de l'euro-député, Dominique Bilde, qui a repris l'allégation brandie par le Makhzen au cours des derniers mois, selon laquelle l'Algérie utilisait le gaz à « des fins politiques » après sa décision en octobre de rompre son contrat d'approvisionnement avec l'Espagne via le GME. « L'Espagne et le Portugal ont récemment fourni des informations rassurantes concernant la sécurité actuelle de l'approvisionnement en gaz et ils ont confirmé l'augmentation prochaine de la capacité du gazoduc Medgaz », la seconde canalisation reliant l'Algérie à l'Espagne à travers la Méditerranée, a-t-il écrit dans sa réponse. Relevant l'existence d'entretiens réguliers entre l'UE et l'Algérie au sujet des exportations de gaz vers l'Europe, Josep Borell a rappelé que « les autorités algériennes ont rassuré à plusieurs reprises sur la poursuite de l'approvisionnement via le gazoduc sous-marin Medgaz et, si nécessaire, par la fourniture de gaz naturel liquéfié ». Dans sa réponse,

Borell a noté l'engagement de l'Algérie à poursuivre l'approvisionnement de ses clients européens malgré la fermeture du GME. « Selon, les informations disponibles, les travaux visant à augmenter la capacité du gazoduc Medgaz de huit à dix milliards de mètres cubes par an sont sur le point d'être terminés », a-t-il ajouté.

Pour rappel, le président algérien Abdelmadjid Tebboune a « ordonné » le 31 octobre au groupe public Sonatrach de ne pas reconduire le contrat du gazoduc passant par le Maroc, Abdelmadjid Tebboune a pris cette décision, après consultation du Premier ministre et des ministres des Affaires étrangères et de l'Énergie, « au vu des pratiques à caractère hostile du royaume (marocain) qui portent atteinte à l'unité nationale », lit-on dans un communiqué de la présidence. Du coup les livraisons de gaz algérien à l'Espagne se feront désormais donc exclusivement via le gazoduc sous-marin Medgaz lancé en 2011. Ce gazoduc qui passe par la Méditerranée évite le territoire marocain. De son côté l'ambassadeur d'Algérie à Bruxelles et chef de mission auprès de l'Union européenne (UE), Mohammed Haneche, a rassuré le bloc continental quant à l'alimentation de l'Europe en gaz, après l'expiration du contrat du gazoduc Maghreb Europe (GME) qui alimentait l'Es-

pagne en passant par le Maroc. La mise au point de l'Algérie est intervenue quelques heures après la déclaration du président de la délégation du Parlement européen pour les relations avec les pays du Maghreb (DMAG), Andrea Cozzolino, qui s'est dit « préoccupé » par le non-renouvellement, entre Sonatrach et l'Office marocain de l'électricité et de l'eau potable (ONEE) de l'accord d'approvisionnement en gaz expiré le 31 octobre. À ce titre, le chef de mission auprès de l'UE a assuré que l'Algérie entendait assumer totalement ses engagements avec « le seul partenaire espagnol » et « garantir non seulement la sécurité énergétique du partenaire mais aussi sa crédibilité en tant que fournisseur de gaz à l'Espagne depuis plus de 50 ans ». Également, le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab a affirmé que l'Algérie honorera ses engagements contractuels relatifs à l'approvisionnement de ses partenaires européens en gaz naturel. « Les approvisionnements en gaz algérien acheminé vers l'Europe se font conformément aux engagements contractuels qui seront honorés dans les délais impartis », a déclaré Arkab, ajoutant que « l'Algérie est connue sur les marchés internationaux pour le respect de ses engagements et comme étant un partenaire sûr ».

Sarah Oub.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Des prix en hausse

Durant les neuf premiers mois de 2021, tous les groupes de produits ont connu des augmentations des prix à l'importation (19,1%), par rapport à la même période de l'année précédente, selon des indications de l'Office national des statistiques (ONS), rapportées par l'APS. Globalement, les importations se sont élevées à 3.739,9 milliards de dinars, contre 3.227,9 milliards de dinars à la même période de 2020, soit une hausse de 15,9%. La hausse la plus remarquable a concerné les huiles, graisses et cires d'origine animale ou végétale avec +67,2%, les combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes avec +59,4%, les produits chimiques et produits connexes (+24,6%) et les produits alimentaires et animaux vivants avec +21,8%. La même source fait savoir que d'autres groupes de produits ont également connu des augmentations de prix à l'importation : articles manufacturés (+20,8%), matières brutes non comestibles, sauf carburants (+16,8%), des articles manufacturés divers (+11,7%), les machines et matériels de transport (+8,6%), et enfin les boissons et tabacs avec (2,2%). Au cours de la même période, les prix en dinar à l'exportation de marchandises se sont élevés à 3.600,7 milliards de dinars les neuf mois de 2021 contre 2.026,2 milliards de dinars à la même période de l'année précédente, enregistrant ainsi "une forte hausse" en valeur courante de 77,7%, a détaillé l'organisme des statistiques. Cela s'explique selon l'ONS, par l'augmentation des prix des hydrocarbures, qui est de 54%, et également par une augmentation des prix des exportations des produits hors hydrocarbures (PHH) de 54,4%. En résumé : de janvier à septembre dernier, le volume des exportations algériennes a augmenté de 14,4%, tandis que celui des importations s'est rétracté de 2,8%, selon l'ONS. Ces évolutions du commerce extérieur de marchandises ont été soldées par une "importante" réduction du déficit commercial qui passe de -1.201,7 milliards de dinars durant les neuf mois de 2020 à -139,2 milliards de dinars à la même période de 2021, selon l'Office. C'est une tendance positive qui avait été soulignée par le Gouverneur de la Banque d'Algérie, Rosthom Fadli, en présentant, à la fin 2021, au cours de la rencontre avec les banques et établissements financiers, un tableau plutôt prometteur de l'état de l'économie algérienne. Ce diagnostic a été établi par les experts qui ont constaté que l'économie algérienne s'est progressivement remise de l'impact de la pandémie de Covid 19, qui avait fortement ralenti toutes les activités du pays, et aussi de la baisse des cours du pétrole enregistrée en 2020. Indicateur probant de cette bonne tendance : un fort recul du déficit de la balance commerciale au cours des neuf premiers mois de 2021, et ce, comparativement à la même période de l'année 2020.

Synthèse M.R.

UKRAINE

Le dialogue de sourds continue entre Washington et Moscou

Le dialogue de sourds s'est poursuivi jeudi entre les Etats-Unis qui redoutent désormais une attaque de l'Ukraine "dans les prochains jours" et la Russie qui balaye ces accusations, sur fond de bombardements accrus dans l'est du pays. Un vrai dialogue pourrait reprendre la semaine prochaine, lors d'une rencontre entre les chefs de la diplomatie américain et russe.

Le premier, Antony Blinken, avait proposé de rencontrer son homologue Sergueï Lavrov "en Europe la semaine prochaine. Les Russes ont répondu avec des propositions de dates pour la fin de la semaine prochaine, ce que nous avons accepté, à condition qu'il n'y ait pas d'invasion russe de l'Ukraine", a dit jeudi soir le porte-parole du département d'Etat, Ned Price. En attendant, la confrontation a pris un tour très solennel à l'ONU: Antony Blinken est venu devant le Conseil de sécurité exhorter les Russes à "abandonner la voie de la guerre". "Toutes les indications que nous avons, c'est que (les Russes) sont prêts à entrer en Ukraine, à attaquer l'Ukraine", avait dit auparavant le président américain Joe Biden, jugeant l'offensive possible "dans les prochains jours". La Russie a, selon les renseignements américains, déployé plus de

ETHIOPIE L'ONU avertit que la situation humanitaire continue de se détériorer dans le nord

La situation humanitaire dans la région d'afar, dans le nord de l'Ethiopie, continue de se détériorer en raison du conflit en cours, les déplacements à grande échelle entraînant des besoins croissants, a averti jeudi le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA). De plus, a noté l'OCHA, du fait de l'insécurité, les Nations unies et les organisations non gouvernementales partenaires ne peuvent pas accéder à de nombreux sites où les personnes déplacées par les combats se sont réfugiées, précisant que près de 80.000 enfants et femmes enceintes et allaitantes dans 7 districts bénéficient actuellement de programmes d'alimentation complémentaire pour lutter contre la malnutrition, tandis que des équipes mobiles de santé et de nutrition fournissent une assistance dans 14 districts. Dans la région voisine du Tigré, des fournitures médicales supplémentaires ont été transportées par avion vers Mekele, la capitale de la région du Tigré au cours de la semaine dernière. Vendredi, l'Organisation mondiale de la santé a transporté par avion 10 tonnes de fournitures médicales, notamment du matériel médical, des antibiotiques et des médicaments contre le paludisme, mais la quantité de fournitures pouvant être transportées par avion reste limitée, a déclaré l'OCHA.



150 000 soldats et leurs équipements dans le voisinage de l'Ukraine. Moscou a pour sa part annoncé mardi et mercredi le retrait de ses troupes, images de trains chargés d'équipements à l'appui, mais sans convaincre les Occidentaux. Joe Biden a répété que la Russie prépare selon lui un prétexte, une "fausse alarme", liée au conflit entre Kiev et des séparatistes pro-russes dans l'Est ukrainien, qui justifierait son intervention.

ECOLE BOMBARDÉE

La région du Donbass, épice de ce conflit qui depuis huit ans oppose les forces ukrainiennes à des combattants pro-russes, a connu jeudi des échanges de tirs à l'arme lourde accrus. L'armée ukrainienne a en particulier dénoncé jeudi une attaque contre la localité Stanitsa Louganska, qui a privé la moitié de cette localité d'électricité et laissé un trou d'obus dans le mur d'une école. Le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell a estimé que "le bombardement sans distinction d'infrastructures civiles était inacceptable", tout en saluant "la retenue" dont fait preuve l'Ukraine selon lui. Les séparatistes de Lougansk ont eux accusé Kiev d'être responsable d'une multiplication des bombardements pour "pousser le conflit vers une escalade".

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Le Kremlin a lui estimé que la "concentration extrême des forces ukrainiennes" était responsable de cette situation "extrêmement dangereuse". Le dialogue de sourds a été parfaitement illustré lors de la séance jeudi du Conseil de sécurité. "Je n'ai aucun doute sur le fait que la réponse à mes déclarations ici aujourd'hui sera faite de nouvelles dénégations du gouvernement russe", a dit Antony Blinken. "Le gouvernement russe peut annoncer aujourd'hui" que "la Russie ne va pas envahir l'Ukraine, le dire clairement, le dire pleinement au monde entier, et ensuite le démontrer", a-t-il martelé. "Dans les jours qui suivront, le monde se souviendra de cet engagement, ou du refus d'en faire autant." Avant lui le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Verchine, extrêmement posé, avait refusé de

s'étendre sur ce qu'il a qualifié de "spéculation". Il a plutôt énuméré les griefs de Moscou envers l'Ukraine, accusée de ne pas appliquer les accords de Minsk de 2015, censés pacifier l'est séparatiste. Une éventuelle reconnaissance de ces territoires séparatistes en Ukraine, telle que l'a demandée la chambre basse du parlement russe, représenterait selon la cheffe de la diplomatie britannique Liz Truss une volonté de "confrontation".

EXPULSION DE DIPLOMATES

La Russie a par ailleurs déroulé une nouvelle fois jeudi le catalogue de ses demandes stratégiques aux Occidentaux, qui les ont pour la plupart déjà rejetées. En cas de refus, "la Russie sera forcée de réagir, notamment par la mise en oeuvre de mesures à caractère militaire et technique", a menacé la diplomatie russe. Le président biélorusse Alexandre Loukachenko, allié de la Russie, s'est dit prêt jeudi à accueillir des "armes nucléaires", dont il ne dispose pas depuis la chute de l'URSS. Moscou réclame "le retrait de toutes les forces et armements des Etats-Unis déployés en Europe centrale et orientale, en Europe du Sud-Est et dans les pays baltes" et un "renoncement à tout élargissement futur de l'Otan", à l'Ukraine en particulier. La Chine s'est mêlée au débat jeudi en estimant, lors de la réunion du Conseil de sécurité, que "l'expansion constante de l'Otan, dans le sillage de la Guerre froide, (allait) à l'encontre de notre époque." Evoquant implicitement les Etats-Unis, l'ambassadeur chinois à l'ONU, Zhang Jun a souligné que le monde comptait "un pays qui refuse de renoncer à sa mentalité de la Guerre froide, qui dit une chose et en fait une autre pour parvenir à une supériorité militaire". Illustration des tensions en cours, le département d'Etat américain a révélé jeudi que la Russie avait "expulsé" le numéro deux de son ambassade à Moscou, le diplomate Bart Gorman, disant étudier une "riposte". La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a affirmé que cette mesure répondait à la récente expulsion "injustifiée" d'un diplomate russe en poste à Washington.

INDE

38 condamnés à mort pour les attentats d'Ahmedabad de 2008

Un tribunal indien a condamné à mort vendredi 38 personnes dans le cadre du procès des attentats à la bombe d'Ahmedabad, dans l'Ouest du pays, qui avaient fait 56 morts et plus de 200 blessés en 2008.

Le 8 février dernier, 49 personnes avaient été reconnues coupables de meurtre et d'association de malfaiteurs pour une série d'attentats à la bombe, commis le 26 juillet 2008 dans des lieux

très fréquentés de cette ville, la principale de l'Etat du Gujarat. Le garçonnet coincé dans un puits en Afghanistan est mort. Les secouristes ont travaillé toute la nuit pour tenter d'atteindre un enfant de cinq ans coincé depuis mardi dans un profond puits asséché dans le sud-est de l'Afghanistan, mais le garçonnet est décédé, selon les secouristes.

Le jeune Afghan, prénommé Haidar, a glissé au fond de ce puits en terre dans le

NUCLÉAIRE IRANIEN

Washington juge possible une entente dans les prochains jours

Les Etats-Unis ont fait état jeudi de "progrès substantiels" lors des négociations de Vienne pour sauver l'accord sur le nucléaire iranien, jugeant une entente possible "dans les prochains jours" si l'Iran "fait preuve de sérieux". "Des progrès substantiels ont été réalisés au cours de la dernière semaine", mais "il n'y a pas d'accord global tant qu'il n'y a pas d'accord sur le moindre détail", a déclaré un porte-parole de la diplomatie américaine, sans vouloir commenter les sujets encore problématiques. "Si l'Iran fait preuve de sérieux, nous pouvons et nous devons parvenir à une entente" dans "les prochains jours", a-t-il ajouté. Tout retard "très au-delà" de cette échéance "menacerait gravement la possibilité de revenir dans l'accord", a prévenu le porte-parole de la diplomatie américaine.

VENEZUELA

D'anciens députés et un maire arrêtés pour trafic de drogue

Vingt-et-une personnes dont des anciens députés et un maire ont été arrêtés lors d'un vaste coup de filet contre le trafic de drogue, a annoncé jeudi le procureur général du Venezuela, Tarek William Saab. Les prévenus travaillaient pour "une organisation criminelle colombienne et se servaient de leurs titres pour échapper à des fouilles à des points de contrôle", selon M. Saab. Les premières arrestations ont eu lieu en novembre avec notamment l'interpellation en flagrant délit d'un ancien député suppléant, Luis Viloria, et de six autres personnes. Ils transportaient 336 kilos de cocaïne dans trois camions, a expliqué le procureur, lors de déclarations diffusées par la chaîne étatique VTV. Après enquête, l'ancienne députée Taina Gonzalez, et Keyrineth Fernandez, maire de la commune de Jesus Maria Semprun dans l'Etat de Zulia (ouest), tous deux membres du Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV), le parti au pouvoir, ont aussi été arrêtés. "341 000 plants de coca répartis sur 31 hectares ont été éradiqués" dans cette région, a poursuivi M. Saab. La drogue devait être exportée vers des îles des Caraïbes selon le procureur.

Le drame avait provoqué une émotion considérable, amplifiée par les réseaux sociaux, au Maroc comme dans le monde entier.

SPORTS

IL EST PRÉDIT POUR RÉALISER SA MEILLEURE SAISON À MANCHESTER CITY

Mahrez affole les compteurs

Le capitaine de la sélection algérienne, Riyad Mahrez, a prouvé qu'il était un élément incontournable de la ligne d'attaque de Manchester City cette saison, non seulement au niveau local, mais aussi au niveau européen, grâce à ses copies de premier ordre en Ligue des champions et sa capacité à toujours faire la différence dans la surface de réparation des adversaires.

En effet, Mahrez a contribué grandement à la victoire de son équipe contre le Sporting Lisbonne lors du match aller des 16e de finale de la Ligue des champions européenne, dans la confrontation qui s'est soldée par une victoire 5-0. Cette victoire a rapproché davantage l'entraîneur Pep Guardiola et ses protégés des quarts de finale de la prestigieuse compétition européenne inter-clubs.

Lors de ce match, Mahrez a marqué le premier but pour Manchester City, portant à 6 buts son capital dans ce registre pour le compte de la Ligue des



Phs : DR

champions d'Europe cette saison, et son dixième lors des 11 derniers matchs qu'il a disputés avec "City" dans cette épreuve. Une moisson faisant de lui l'un des meilleurs buteurs de l'équipe au niveau continental sans conteste.

Mahrez a non seulement prouvé qu'il était le meilleur buteur de Manchester City en Ligue des champions, mais a également contribué à inscrire 9 buts et délivré quatre passes décisives lors des neuf derniers matches de son équipe, pour devenir la première arme offensive de l'entraîneur espagnol, Pep Guardiola,

au cours de la saison actuelle 2021-2022. Ce n'est pas tout, puisque l'ailier droit algérien a porté le nombre de ses buts européens dans sa carrière de footballeur à 12. Il occupe actuellement la deuxième place au classement du meilleur buteur algérien d'Europe, en l'occurrence Hilal Soudani, qui en a inscrit 13. Ces statistiques permettent à Mahrez, s'il venait de préserver sa forme actuelle et son sens de but, de réussir une saison historique avec Manchester City, prévoient les observateurs.

Hakim S.

SÉLECTION NATIONALE

Vers le retour de trois joueurs de l'ancienne garde

Le sélectionneur national Djamel Belmadi est entré dans la phase de préparation de la liste des joueurs sur lesquels il compte miser lors de la double confrontation contre le Cameroun en mars prochain, dans le cadre des barrages des éliminatoires africaines pour le Mondial 2022 au Qatar.

Selon nos sources, Belmadi a déjà établi une liste élargie de joueurs, de laquelle il puisera les noms qu'il jugera capables de relever le défi lors des deux matches contre les Lions indomptables. Cela se passe au moment où on laisse entendre, dans l'entourage du patron technique des Verts, que ce dernier a l'intention d'apporter quelques changements sur son effectif, après la participation ratée des Verts lors de la CAN clôturée il y a quelque temps au Cameroun.

Les mêmes sources ont fait savoir que Belmadi aurait décidé de récupérer certains noms qui avaient joué auparavant pour l'équipe nationa-



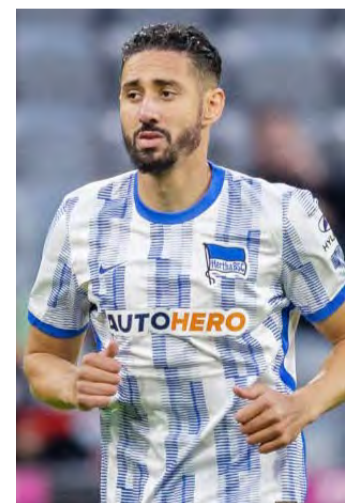
le algérienne, comme le milieu de terrain de l'AS Saint-Etienne Ryad Boudebouz, ainsi que le nouveau joueur d'Angers SCO, Nabil Bentaleb, en plus de l'attaquant du Hertha Berlin, Ishak Belfodil.

Boudebouz est revenu en force cette saison, et est devenu l'un des joueurs les plus importants de son équipe. Bentaleb a également su surmonter ses problèmes anté-



rieurs depuis qu'il a atterri à Angers. Quant à Belfodil, il fait partie des solutions qui se présentent devant Belmadi pour régler les problèmes offensifs du "Club Algérie", sans oublier aussi l'attaquant du club qatari d'Al-Wakra, Mohammed Benyettou, qui ne cesse de briller depuis le début de cet exercice.

Le coach national avait décidé de mettre au "frigo" le trio Boudebouz-Bentaleb-Bel-



fodil depuis octobre 2018 après le match entre l'Algérie et le Bénin à Cotonou, qui avait vu la première défaite de l'équipe algérienne sous l'ère Belmadi, avant le début de la série sans défaite, qui s'est étalée sur 35 matches, avant qu'elle prenne fin lors de la dernière Coupe d'Afrique, après la défaite surprise face à la Guinée équatoriale, rappelle-t-on.

H. S.

ORAN. EN PRÉVISION DES JEUX MÉDITERRANÉENS

Lancement prochain d'une vaste campagne de nettoyage

Une vaste campagne de nettoyage sera lancée à Oran en perspective des Jeux méditerranéens, a fait savoir jeudi à Oran, le secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Abdallah Mounji.

Le ministère de l'Intérieur est intervenu pour mobiliser des moyens humains et matériels importants de cinq wilayas limitrophes à Oran, pour le lancement d'une vaste campagne de nettoyage dans la capitale de l'Ouest du pays, en perspective des Jeux méditerranéens", a-t-il dit. Lors d'une visite de travail dans la wilaya d'Oran, en compagnie de la ministre de l'Environnement, Samia Moualfi, le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab et le ministre des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique, Karim Hasni, ainsi que le président directeur général (PDG) du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal, M. Mounji a souligné que cette campagne sera lancée lundi prochain et prendra le temps nécessaire pour l'éradication des décharges sauvages et assurer une hygiène totale. Il a fait savoir que les wilayas de Mascara, Mostaganem, Relizane, Aïn Temouchent et Sidi Bel-Abbès apporteront le soutien humain et matériel pour la concrétisation de cette vaste campagne, qui touchera le grand Oran et plusieurs autres communes. Le même responsable a souligné que l'hygiène, qui est l'une des missions des collectivités locales et de l'État, nécessite également la participation du citoyen, appelant les médias et la société civile à contribuer à la sensibilisation sur son importance dans la protection de l'environnement. "Nous assistons, aujourd'hui, à la forte



présence de l'État dans tous les secteurs et les structures", a-t-il déclaré en substance, insistant sur l'importance du rôle des médias dans la mise en avant de cette réalité. Le secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Abdallah Mounji, et la délégation ministérielle, qui l'accompagnait, a visité

le lac Dhaya Morsli d'Es-Senia pour inspecter les travaux de son aménagement. La délégation a suivi, au siège de la wilaya, des exposés sur les points noirs des décharges sauvages à Oran, l'alimentation en eau potable et les projets importants dans le secteur des ressources en eau et celui de l'alimentation électrique dans la wilaya.

TIMIMOUN. SOLIDARITÉ

230 consultations en ophtalmologie

At moins 230 patients ont bénéficié de consultations gratuites en ophtalmologie, dans le cadre d'une initiative de solidarité en cours à Timimoun, a-t-on appris auprès de l'association initiatrice.

Les consultations ont laissé apparaître la nécessité pour une soixantaine d'entre eux de subir une intervention chirurgicale, ont indiqué les responsables de l'association "El-Chiffa en signalant que cette mission médicale de trois jours se poursuit jusqu'à demain jeudi, coïncidant avec l'inauguration

d'une clinique médicale toujours dans le cadre d'actions de solidarité.

La nouvelle structure médicale est dotée de l'ensemble des moyens et plateau technique nécessaire aux bonnes conditions de travail des praticiens et d'accueil des malades, a-t-on assuré.

L'association caritative a pris en charge les coûts des interventions chirurgicales prévues pour les 60 malades diagnostiqués lors de cette mission médicale, ont ajouté ses responsables en expliquant l'affluence des citoyens et des malades

par le déficit accusé dans la région en matière de prestations médicales spécialisées.

Aussi, à travers ce projet de clinique, l'association caritative, qui cherche à contribuer au renforcement des prestations sanitaires dans la région, fera appel à des praticiens de différentes régions du pays et leur assurera les conditions de travail adéquates, tout comme elle s'engage à fixer un prix "acceptable" des consultations, avec une prise en charge gratuite pour les catégories nécessiteuses.

SAÏDA. HABITAT RURAL

Octroi de plus de 250 aides

Plus de 253 aides à l'habitat rural ont été remises, jeudi, à leurs bénéficiaires, à l'occasion de la célébration de la Journée nationale du Chahid. Ces aides à l'habitat rural, dont la cérémonie de remise des décisions a été présidée par le wali Abdelaziz Djouadi au siège de la wilaya, ont été attribuées à plusieurs communes de la région. La remise d'un autre quota de plus de 500 aides à l'habitat rural à leurs bénéficiaires de nombreuses communes de la wilaya est prévue au courant de cette année, selon le directeur du logement. D'autre part, le wali de Saïda a procédé, à l'occasion de la Journée nationale du Chahid, à la pose de la première pierre du projet de réalisation d'un centre d'hémodialyse dans la commune d'Aïn Lahdjar pour une enveloppe de 140 millions DA, financée dans le cadre du programme sectoriel. Cette structure médicale devant être réalisée dans un délai de 30 mois sera dotée de 15 appareils d'hémodialyse au profit des insuffisants rénaux, selon le directeur de la santé et de la population de la wilaya, Mohamed Benamara. Le programme tracé à l'occasion comprend aussi l'organisation d'une visite au domicile du moudjahid Khalid Djillali et celui de la veuve du Chahid Boutalbi Mohamed, habitant la commune d'Aïn Lahdjar. Les autorités civiles et militaires de la wilaya ainsi que la famille révolutionnaire devraient se rendre également au cimetière de cette collectivité locale où il sera procédé à la levée du drapeau national et se recueillir à la mémoire à nos valeureux chouchous.

CHLEF. SENDJAS

Mise en service du projet d'alimentation en eau potable

Un projet d'alimentation en eau potable d'une population de 6000 habitants de la région sud de la commune de Sendjas, dans la wilaya de Chlef, a été mis en service, jeudi. En marge de l'inauguration de ce raccordement, intervenant dans le cadre des activités commémoratives de la journée nationale du Chahid (18 février), le wali de Chlef, Lakhdar Sedass, a indiqué que la réalisation de ce projet a nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière de 150 millions de DA. "Cette mise en service est une concrétisation des engagements de l'État à améliorer le cadre de vie des citoyens, à travers les différentes régions du pays", a indiqué le chef de l'exécutif. Ce même responsable a fait savoir qu'une autre enveloppe de 200 millions de DA a été dégagée, afin de réaliser la deuxième partie de ce projet, visant à alimenter toute la partie sud de la wilaya en eau potable, alors d'autres opérations similaires sont en cours de réalisation au profit des zones Nord, Est et Ouest de Chlef, a-t-il observé. L'alimentation en eau potable de la région Sud de la commune de Sendjas, a nécessité la réalisation d'un réseau de 27 km et de trois réservoirs d'eau dont un d'une capacité de stockage de 500 m3 et deux autres de 300 m3 chacun. De nombreux habitants des régions reculées de Sendjas ont exprimé à l'APS leur soulagement suite à la mise en service de ce projet qui mettra un terme à la corvée quotidienne de transport d'eau, à dos d'ânes en raison du relief accidenté de la zone, et à l'achat de citernes d'eau.

TIARET. HABITAT

Distribution de 320 logements de différentes formules

Une opération de distribution de logements de différentes formules a été effectuée, jeudi à Tiaret, à l'occasion de la journée nationale du chahid, célébrée le 18 février de chaque année. Le wali de Tiaret, Mohamed Amine Dramchi, a fait part, dans une déclaration à la presse, de la remise symbolique de clés à 120 bénéficiaires de logements publics locatifs et de 200 décisions d'aides à l'habitat rural, en plus de 221 de lots de terrain destinés à l'auto-construction. Il a rappelé que la wilaya de Tiaret a attribué, en deux (2) années, 21 521 logements de différentes formules, signalant la réalisation en cours de 1 000 logements publics locatifs dont 500 dans la commune de Tiaret, de même qu'un projet de 500 logements inscrits au titre du nouveau programme 2021 dont les procédures sont en cours pour son lancement. Le même responsable a indiqué qu'un projet de 1 650 logements promotionnels aidés est à l'étude, annonçant la réception de 1 374 logements location-vente en septembre prochain. Les services de la direction du logement ont fait savoir que les logements publics locatifs distribués aujourd'hui concernent les communes de Rahouia, Serghine, Medrissa et Medroussa et que les lots de terrains pour l'auto-construction seront édifiés dans la commune de Rosfa et les aides à l'habitat rural concernent d'autres communes de la wilaya. La commémoration de la Journée nationale du Chahid a été marquée également par l'inauguration d'un nouveau siège de la bibliothèque principale publique de lecture, baptisée au nom du Moudjahid "Mohamed El-Mili", une structure dont le coût de réalisation et d'équipement est estimé à 345 millions DA. L'ancien siège sera reconverti en annexe, selon la direction de la culture et des arts. Le programme de commémoration prévoit une visite à la moudjahida Meriem Mokhtari dite "Thouria", à son domicile sis au chef-lieu de la wilaya.

BLIDA. UNIVERSITÉ SAÛD DAHLEB 1

Le concours du doctorat fixé entre le 26 février et le 12 mars prochain

Les épreuves du concours d'accès au doctorat pour l'année universitaire 2021/2022, à l'université Saïd Dahleb (Blida 1), ont été fixées entre le 26 février et le 12 mars prochain, a-t-on appris, mercredi, auprès des responsables de cet établissement de l'enseignement supérieur. Selon la cellule de communication du rectorat de l'université, le concours d'accès au doctorat pour cette année universitaire 2021/2022 se déroulera le 26 février, et les 5 et 12 mars prochains. Des préparatifs sont, actuellement, en cours pour assurer la réussite du déroulement de ce concours, notamment concernant les mesures préventives contre la pandémie de la Covid-19 et le respect du protocole sanitaire, a-t-on ajouté de même source. L'université Saïd Dahleb de Blida a réceptionné 11 499 demandes de candidature à ce concours, dont 10.092 ont été validées, à la fin de la période réservée aux recours. À noter que l'université de Blida 1, qui compte cinq facultés et quatre instituts, a bénéficié, durant l'année universitaire en cours, de 21 postes de formation doctorale, répartis sur 49 spécialités et 15 filières, selon les chiffres fournis par la même source.

CONSTANTINE. À L'ISSUE D'UN VASTE CHANTIER DE RÉHABILITATION

Réouverture de la mosquée Abderrahmane Bachtarzi

La vieille mosquée Abderrahmane Bachtarzi "Zaouia Rahmania" a été rouverte mercredi à l'issue d'un vaste chantier de réhabilitation lancé dans le cadre de la manifestation "Constantine capitale 2015 de la culture arabe".

La cérémonie de réouverture de ce lieu de culte, d'une grande valeur architecturale et historique, a eu lieu en présence du chef de l'exécutif local, Messaoud Djari, qui a salué les efforts déployés pour "redonner vie à ce monument ayant contribué durant la période coloniale à faire répandre l'esprit de nationalisme et les principes religieux parmi la population algérienne". Les travaux de réhabilitation de cette mosquée ont nécessité un investissement de plus de 35 millions DA pour un délai de 8 mois, selon les explications données par les responsables concernés, qui ont affirmé que le chantier a été effectué selon les normes requises en matière de restauration des anciens édifices. La restauration de cette mosquée ancestrale considérée comme l'un des monuments phare de la ville de Constantine avait été lancée en 2014 avant d'être interrompue pour diverses raisons en rapport, notamment, avec des aspects techniques et administratifs du projet, puis relancé en mars 2020, selon les précisions fournies sur place. La reprise des travaux de réhabilitation de l'ancienne mosquée Abderrahmane Bachtarzi a été décidée dans le sillage des mesures prises



Ph: DR

Les travaux de réhabilitation de cette mosquée ont nécessité un investissement de plus de 35 millions DA pour un délai de 8 mois

localement en application des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui avait ordonné, il y a près de 2 ans, la restauration des vieilles mosquées d'Algérie dont la mosquée Sidi Lakhdar, a-t-on rappelé. A Constantine,

douze (12) mosquées dont celle de Abderrahmane Bachtarzi et huit (8) zaouïas étaient concernées par les travaux de réhabilitation lancés en 2014 dans le cadre des préparatifs de la manifestation culturelle, a-t-on fait savoir. Sur ces 12 mosquées, seules les mosquées Djamaâ El Kebir, Hassan-Bey et Abderrahmane Bachtarzi ont été restaurées et rouvertes, a-t-on noté, précisant que la mosquée Abderrahmane Bachtarzi fait partie des 5 mosquées ayant bénéficié, en octobre 2020, d'une décision de levée de gel à l'image de Sidi Lakhdar, Rebaine Chérif, Sidi Afane et Sidi El Katani. La réouverture de la mosquée Abderrahmane Bachtarzi à l'approche du mois sacré du Ramadhan a été saluée par les habitants du centre-ville de Constantine.

MILA. TRAVAUX PUBLICS

Trois projets pour faciliter le trafic routier sur les RN 79 et 27

Le secteur des travaux publics de la Wilaya de Mila a bénéficié de trois (3) projets importants destinés à éliminer des points noirs et faciliter le trafic routier sur les RN 79 et 27, a-t-on indiqué mercredi dans un communiqué émanant des services de la wilaya. Les projets inscrits au titre de la première tranche portent sur le dédoublement de la RN 5 A, reliant l'autoroute Est-Ouest et le chef-lieu de wilaya sur une distance de 16,2 km, une trémie au niveau du croisement de la RN 27 et la RN 79 A afin de réduire les embouteillages habituellement enregistrés à cet endroit, en plus d'un projet de réhabilitation du pont de Oued Eddib au niveau de la RN 27, a-t-on précisé. L'inscription de ces opérations reflète les efforts de l'Etat visant à améliorer le trafic routier dans la wilaya de Mila, notamment sur les axes à forte fréquentation, a fait savoir la même source. Selon les services de la wilaya de Mila, les efforts se poursuivent pour enregistrer d'autres projets dans le but d'améliorer les conditions de transport et réduire les accidents de la circulation sur le réseau routier local, à l'instar de la réalisation de la seconde tranche relative au dédoublement de la route entre l'autoroute Est-ouest et le chef-lieu de wilaya.

TIMIMOUN. MAIS

Prévision de récolte attendue de 50 000 quintaux

L'introduction de la culture du Quinoa, comme expérience pilote, dans la région du Tassili N'ajjer a donné des résultats "satisfaisants et encourageants", a-t-on appris jeudi de ses initiateurs. Lancée sur une superficie de 2.500 m² au niveau d'une exploitation agricole dans la zone de Sidi-Bouslah (commune d'Illizi), l'expérience a donné des résultats "probants" et devrait donner dans près de deux mois sa première récolte, a affirmé à l'APS Ghrib Bensalah, chargé de la vulgarisation agricole et auteur de l'expérience. De bons indices ont été ainsi relevés tout au long du cycle de croissance de ce genre cultural, actuellement en phase de floraison et de maturation, grâce aux conditions climatiques et naturelles de la région favorables à la culture du Quinoa, dont la capacité de croissance même dans des conditions rigoureuses est avérée, puisqu'il résiste parfaitement à la sécheresse et est peu exigeant en eau d'irrigation, a-t-il ajouté. L'expérience ouvre donc des perspectives "prometteuses" pour l'extension de la culture du Quinoa et sa généralisation dans la région, ce à quoi œuvrent les services agricoles de la wilaya en envisageant des campagnes de sensibilisation des agriculteurs sur l'intérêt de ce type de culture "non coûteux" et au cycle de croissance "relativement court", a expliqué M. Bensalah. Les initiateurs de l'expérience entendent après la récolte organiser une journée de dégustation, au cours de laquelle seront exposés divers plats culinaires préparés à base de graines de Quinoa, pour montrer ses différentes utilisations et bienfaits, a-t-il révélé. En plus d'être dépourvu de gluten et donc permettant de prévenir plusieurs maladies, le Quinoa entre dans la composition de diverses industries alimentaires, pharmaceutiques et cosmétiques, d'où la forte demande sur ce produit sur les marchés internationaux, selon les explications fournies.

ANNABA. ANVREDET

Concours national des idées innovantes

Un concours national des idées innovantes ouvert aux universitaires, aux diplômés des Ecoles supérieures et aux jeunes chercheurs sera organisé "aujourd'hui et demain" dans l'un des hôtels de la ville d'Annaba, a-t-on appris mercredi auprès du Centre de recherche en environnement d'Annaba. Le concours national des idées innovantes intervient à l'initiative de l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et du développement technologique (ANVREDET) en collaboration avec la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique relevant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et le Centre

de recherche en environnement, a déclaré à l'APS la directrice de ce Centre, Zehad Bouslama. La manifestation a pour objectif d'encourager les universitaires et les jeunes chercheurs à concevoir des idées innovantes aptes à être valorisées, la création de richesse et la relance des projets des start-ups, a souligné la même responsable. Elle a également précisé que le concours constitue un défi pour découvrir les capacités des jeunes dans le domaine des sciences et technologies en vue de les exploiter au service du développement des projets aux dimensions économiques dans des domaines en rapport avec l'environnement. Les participants concourront pour le titre de la meilleure idée innovante

à travers la conception d'une idée visant le traitement d'une problématique en lien avec l'environnement et la proposition de solutions innovantes. Le thème du concours est en lien avec des volets relatifs à l'environnement comme la diversité biologique, l'économie verte, la santé et l'environnement, le changement climatique et la valorisation des déchets en plus de l'innovation, l'environnement et les énergies renouvelables. Le concours sera organisé à l'issue d'une session de formation sur l'innovation, en cours au Centre de recherche en environnement d'Annaba, au profit des chercheurs et employés du même centre, et ce à l'initiative de l'ANVREDET.

TIZI-OUZOU. APW

Mohamed Klaleche, élu nouveau président

Mohamed Klaleche a été élu mercredi, nouveau président de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) de Tizi-Ouzou, en remplacement de Youcef Aouchiche, élu membre du Conseil de la nation. Candidat unique à ce poste, M. Klaleche, élu lors des élections locales du 27 novembre dernier sur la liste du Front des forces socialistes (FFS), a été élu avec 35 voix, contre 11 voix nulles et un non. Le nouvel élu a déjà occupé ce poste en 2016 en remplacement de Hocine Haroun, élu sénateur à l'époque avant d'être élu, en 2017, député à l'Assemblée

populaire nationale (APN). Lors de cette séance, et pour que l'APW atteigne le quorum de 47 membres élus, Redouane Sadou, candidat sur

la liste FFS lors du scrutin de novembre dernier, a été désigné membre de cette assemblée pour remplacer le siège d'Aouchiche, élu sénateur lors

des élections de renouvellement des membres du conseil de la nation le 5 de ce mois de février.

PRÉ-EMPLOI

Titularisation de plus de 200 employés

Pas moins de 257 attestations de titularisation ont été remises jeudi à des jeunes recrutés dans le cadre du pré-emploi dans la wilaya de Tizi-Ouzou à l'occasion de la Journée nationale du chahid. Lors d'une cérémonie, au théâtre régional de la ville, les employés bénéficiaires des différents dispositifs et de divers secteurs et administrations publiques ont reçu leurs attestations de titularisation à leurs postes après plusieurs années de travail. Depuis le lancement, par les pouvoirs publics de l'opération de permanisation des jeunes recrues, 3 360 jeunes, soit 77,77%, sur un total de 4 709 concernés au niveau de la wilaya, ont bénéficié de la procédure de titularisation, a indiqué le wali Djilali Doumi. Les 1 149 cas restants bénéficieront, également, dans les prochains mois de la même procédure dont les délais ont été prolongés jusqu'à décembre 2023, a-t-il souligné.

BERLINALE

L'Espagnole Carla Simón sacrée

La Berlinale a fait entendre la voix des campagnes et celle des femmes en sacrant le film espagnol "Alcarràs" de la réalisatrice Carla Simón, dans un palmarès quasi-exclusivement féminin.

En décrochant l'Ours d'or, la cinéaste de 35 ans devient la troisième jeune réalisatrice d'affilée à être sacrée par un festival majeur, après les Françaises Julia Ducournau, Palme d'or à Cannes pour "Titane" et Audrey Diwan, Lion d'or à Venise pour "l'Évènement". Si on y ajoute le triomphe aux Oscars 2021 de l'Américaine Chloé Zhao, avec "Nomadland", ces prix les plus prestigieux de la planète cinéma semblent témoigner, cinq ans après le début de l'affaire Weinstein, d'une volonté de rééquilibrage au sein d'une industrie longtemps dominée par les hommes.

À Berlin, le palmarès est quasi-exclusivement féminin, avec un prix de la meilleure réalisation à la Française Claire Denis pour "Avec amour et acharnement" et un prix "non-genré" de la meilleure interprétation à l'actrice germano-turque Meltem Kaptan. "C'est une tendance qui est là pour rester parce que les références changent.

Quand j'étais étudiante, il était difficile de se référer à des réalisatrices, mais petit à petit ça change, parce qu'il y a une volonté, parce que nous sommes la moitié de l'humanité et que nous devons donc raconter la moitié des histoires. Mais nous n'y sommes pas encore", a déclaré Carla Simón en conférence de presse, soulignant que le cinéma comptait encore une minorité de réalisatrices et de productrices.

L'Ours d'or met aussi la lumière sur le devenir de l'agriculture et des paysans, bousculés par la modernité. "Alcarràs" est une ode aux petits exploitants, qui se déroule le temps d'un été dans un coin de Catalogne baigné par le soleil. Le président du jury, le réalisateur américain M. Night Shyamalan, a salué la performance des acteurs qui ont su "montrer la tendresse et le combat d'une famille", et mettre en lumière "notre dépendance à la terre".

La réalisatrice, qui a perdu très jeune ses parents et a grandi près de cette petite



Ph. DR

ville d'Alcarràs, a remercié sa famille, "qui cultivait des pêches et sans laquelle (elle) n'aurait jamais été aussi proche de ce monde". Carla Simón, qui avait déjà reçu un prix du premier film à Berlin pour "Été 1993" (2017), a aussi dédié son prix aux "petites familles d'agriculteurs qui cultivent chaque jour leur terre pour remplir nos assiettes".

DÉRACINER LES ARBRES

Dans "Alcarràs", c'est ce monde en voie de disparition qui envahit l'écran, d'autant plus criant de vérité que les acteurs sont des non-professionnels, recrutés dans les environs. Le film suit la famille Solé, qui cultive depuis trois générations des centaines de pêchers sur les terres de riches propriétaires. Mais ces derniers veulent déraciner les arbres pour y installer des panneaux solaires, et proposent aux Solé de s'adapter à cette nouvelle donne, ou de partir. Le chef de famille, Quimet, refuse de voir son monde disparaître. Autour

de lui, c'est tout un fragile équilibre familial, des enfants aux personnes âgées, qui menace de s'effondrer. Le casting, d'acteurs non-professionnels, est filmé avec une grande tendresse. Le film se montre à la fois émouvant, et profond sur les questions de la modernisation à marche forcée des campagnes ou du conflit entre économie et écologie.

Carla Simón succède au Roumain Radu Jude, Ours d'or l'an dernier, après une semaine de compétition menée au pas de charge en raison du Covid. Les organisateurs peuvent se féliciter d'avoir, au prix de mesures sanitaires drastiques, mené la compétition à son terme après un ersatz de festival, en ligne uniquement, l'an dernier. Seule ombre au tableau: l'absence d'un grand nom du cinéma, la Française Isabelle Huppert, qui devait se voir remettre une récompense pour l'ensemble de sa carrière d'actrice. Testée positive au Covid-19 la veille, elle a dû renoncer au voyage à Berlin.

FESTIVAL NATIONAL UNIVERSITAIRE DU COURT-MÉTRAGE À BATNA

Ouverture de la 7^e édition

La 7^e édition du Festival national universitaire du court-métrage a été ouverte, jeudi soir, à la résidence universitaire des frères martyrs Halissi à Hamla-1 dans la ville de Batna. Le coup d'envoi de cette nouvelle édition, qui prendra fin le 19 février courant, a été donné par la projection du court-métrage "Kabla Aoual Ardh" de son réalisateur, l'étudiant Abdelkader Bayoucef, de la résidence universitaire Ahmed Draïa d'Adrar. Cette édition verra la participation de 14 court-métrages qui concourront pour huit (8) prix, tandis que 8 films sont hors compétition et soumis au vote du public des universités et des directions des œuvres universitaires de 22 wilayas, a précisé à l'APS le chargé d'information et de la programmation du Festival, Ali Djari, soulignant que cette manifestation culturelle est organisée par la direction des œuvres universitaires Batna-Bouaguel. La projection des courts-métrages se déroulera à distance en raison de la situation sani-

taire liée à la pandémie de Covid-19, selon la même source, qui a affirmé que le Festival a été lancé sous le slogan "Créativité cinématographique avec une touche estudiantine". Un jury composé d'universitaires et d'artistes spécialisés dans le domaine, sélectionnera les meilleurs films en lice, a-t-on relevé, soulignant que les noms des lauréats seront annoncés

samedi, tandis que les prix seront remis aux vainqueurs le 19 mai prochain à l'occasion de la Journée de l'étudiant. Plusieurs artistes dont Fatiha Soltane, Hakim Dekkar et Fatima Belhamissi ont été conviés à ce rendez-vous culturel qui sera marqué par l'organisation d'ateliers de formation sur l'art du court-métrage au profit des étudiants.

JOURNÉE DU CHAHID

Une troupe de la Garde républicaine anime un concert

Une troupe de la Garde républicaine a animé, jeudi, à la salle cinéma "Afrique" à Alger un concert musical à l'occasion de la commémoration de la journée nationale du Chahid qui coïncide avec le 18 février de chaque année. Le public a apprécié divers morceaux musicaux du patrimoine algérien mais aussi les chants de la révolution. Organisé par l'Assemblée populaire communale (APC) de Sidi M'hamed en collaboration avec le haut commandement de l'Armée nationale populaire (ANP), ce concert s'inscrit dans le cadre des festivités officielles commémorant la journée du Chahid. A cette occasion, plusieurs figures de la révolution (moudjahidine et invalide de la Guerre de libération nationale) ainsi que des familles des fils des chouchada ont été honorés.

DÉTRUITE PAR UNE FRAPPE SIONISTE

Une librairie de Ghaza rouvre

Véritable institution dans la bande de Gaza, la librairie Samir Mansour, totalement détruite par une frappe israélienne l'année dernière, a rouvert jeudi grâce à une campagne internationale de dons. "C'est un jour historique", a déclaré M. Mansour à l'AFP. "Je suis très heureux que nous ayons pu rouvrir la librairie". La nouvelle librairie a été construite à environ 200 mètres de l'ancienne, dans le quartier de Rimal, dans l'ouest de la ville de Ghaza. Le bâtiment avait été détruit en mai 2021 dans une frappe aérienne israélienne pendant la guerre entre le mouvement islamiste Hamas au pouvoir à Gaza et l'armée israélienne. La nouvelle librairie, qui se compose de deux étages et couvre une superficie de 1 000 mètres carrés, compte quelque 400 000 livres pour un coût d'environ 350 000 dollars, selon M. Mansour. La librairie "contient quatre fois plus de livres qu'elle n'en avait avant d'être détruite", grâce aux nombreux donateurs qui se sont mobilisés pour faire revivre ce projet, a-t-il expliqué. Des centaines de personnes, dont des écrivains et intellectuels, ont assisté à son inauguration. "L'occupation israélienne peut démolir un bâtiment (...) mais elle ne peut pas briser la volonté des Palestiniens", a affirmé le ministre palestinien de la Culture, Atef Abou Seif, également présent. Créée il y a une trentaine d'années, la librairie Mansour était considérée comme la plus grande et la plus ancienne de la bande de Ghaza. Elle proposait des livres scolaires et universitaires, des romans, des livres politiques en arabe et en anglais. Les onze jours d'affrontements en mai 2021 ont fait plus de 250 morts dans la bande de Ghaza, selon les données de l'ONU.

AÏN TÉMOUCHENT

Lancement du concours du prix "Aïssa Messaoudi" de photographie

Le coup d'envoi de la quatrième édition du concours du prix "Aïssa Messaoudi" de la photographie, a été donné mercredi à Aïn Temouchent, avec la participation de 40 artistes et photographes de différentes régions du pays. Les participants se disputent, avec 160 photographies, le prix couronnant ce salon national organisé, dans sa 4^e édition, à la maison de la culture "Aïssa Messaoudi" sous le thème "Afrah El-Djazaïr", a indiqué le directeur de la culture, Mohamed Amine Mekkaoui, organisateur de cet événement. Cet établissement culturel est agrémenté de photos, divers dans le temps et dans l'espace, qui traduisent la joie des Algériens dans différentes occasions, à l'image de celles de l'Équipe nationale de football, de même que quelques photos qui mettent en relief le patrimoine populaire et touristique. L'objectif de cette manifestation de deux jours, selon les organisateurs, est de faire connaître la personnalité de "Aïssa Messaoudi", figure historique de la presse nationale et de la culture auquel est dédié ce prix, en plus de faire, à travers la photo, la promotion de la wilaya d'Aïn Temouchent, compte tenu des potentialités touristiques dont elle dispose. Le président du jury du prix "Aïssa Messaoudi", l'enseignant universitaire, Kaddour Abdellah Tani a valorisé les travaux des participants qui reflètent la dimension intellectuelle et sociale et la performance d'artistes spécialisés dans la photographie. En marge de cette manifestation, des ateliers de formation théorique et pratique seront organisés pour permettre aux participants, lors de sorties sur terrain, de prendre des photos de plusieurs sites archéologiques de la wilaya d'Aïn Temouchent, dont les sites de Siga et le tombeau du roi Syphax.

ÉTATS-UNIS

Le photographe Abdeslam Khelil expose ses œuvres à Boston

L'artiste-photographe algérien, Abdeslam Khelil, expose ses œuvres à l'université de Massachusetts Lowell (Boston) aux Etats-Unis dans le cadre d'une exposition inaugurée mercredi, annoncent les organisateurs. Visible jusqu'au 15 avril, l'exposition met en valeur le patrimoine algérien à travers des clichés en noir et blanc figeant des instants de vie ou des paysages du Sahara. Passionné du désert, Abdeslam Khelil est l'auteur de célèbres portraits et de clichés de paysages du Sahara algérien (en noir et blanc) qui ont fait le tour de célèbres galeries à travers le monde. Natif de Ouargla en 1942, l'artiste est propriétaire d'une galerie d'art dans le centre d'Alger où il expose ses œuvres, reflet de son âme et du patrimoine culturel algérien auquel il consacre la part belle dans ses photographies, encensées par la critique.

Les courses en direct



HIPPODROME BAZER SAKHRA - EL EULMA
SAMEDI 19 FÉVRIER 2022 - PRIX : KOUBA- PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 000 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 15H30
TIERCÉ -QUARTÉ -QUINTÉ

Un quinté, entre mal lotis

Ce samedi 19 février l'hippodrome Bazer Sakhra El Eulma, nous propose ce prix Kouba réservé pour chevaux de quatre ans et plus arabe pur né-élevé en Algérie ne s'étant pas classé parmi les cinq premiers d'une épreuve depuis septembre passé. Comme vous pouvez le constater un quinté qui se dispute entre mal lotis. En plus, certains concurrents accusent de l'absence, d'autres en méformes et des poulains toujours au stade de débutants, cela dit nous vous conseillons de bien lire nos commentaires.

LES PARTANTS AU CRIBLE

- 1. AL KAIMA.** Elle n'a rien à voir. Tâche difficile.
- 2. SAIK.** Rien de probant. À revoir.
- 3. SOULafa BAROUR.** Rien à voir.
- 4. BINAYA DE MONLAU.** Elle vient de finir septième avec un lot mieux huppé et une monte amoindrie. Méfiance
- 5. ISTIHKAK.** Il n'a pas été tout à fait mauvais lors de sa première course d'entrée. Il mérite un crédit.
- 6. AKSA.** Il vient d'effectuer sa course d'entrée le 11/02/22 et a fini à la onzième place. Méfiance ce genre de coursier peut surprendre.
- 7. EL BASMA.** Pas évident.
- 8. KING DES VIALETTES.** Rien à voir.
- 9. HILLAL EZAMAN.** Ce semi classique n'a pas couru depuis plus de dix mois. Il reste quand même assez difficile à écarter définitivement. Méfiance.
- 10. SOMAATA.** Sur ce parcours elle garde des chances intactes pour les places. À suivre.

| PROPRIÉTAIRE | N° | CHEVAUX | JOCKEYS | POIDS | COR | ENTRAÎNEURS |
|--------------------|----|--------------------|--------------------|-------|-----|--------------|
| A. KEBAILI | 1 | AL KAIMA | M. DAOUDARI | 55 | 7 | PROPRIÉTAIRE |
| D. LEMMADI | 2 | SAIK | MS. GUEHIOUCHE | 55 | 13 | M. DJEBBAR |
| Z. KEDAD | 3 | SOULafa BAROUR | M. KEDAD | 55 | 9 | AB. KARA |
| H. SAFSAF | 4 | BINAYA DE MONLAU | M. BOUCHAMA | 55 | 11 | A. HELLAL |
| A. AMEUR | 5 | ISTIHKAK | O. CHEBBAH | 55 | 15 | A. CHEBBAH |
| F. HAMIANE | 6 | AKSA | A. BOUKHACHBA | 55 | 12 | PROPRIÉTAIRE |
| ABS SARIAK | 7 | EL BASMA | T. LAZREG | 54 | 5 | PROPRIÉTAIRE |
| B. GHERIBI | 8 | KING DES VIALETTES | AB. ATTALLAH | 54 | 4 | PROPRIÉTAIRE |
| A. HANNACHI | 9 | HILAL EZAMAN | AB. CHENAFI | 54 | 10 | H. DJEBBAR |
| ME. DOUKHI | 10 | SOMAATA | A. HAMIDI | 54 | 18 | MED. HAMIDI |
| MS. RAHMOUNE | 11 | ROSHEDI DE DILMI | K. RAHMOUNE | 54 | 1 | L. RAHMOUNE |
| AB. ABDELHAKEM | 12 | STORMAE | B. BERRAH | 53 | 3 | PROPRIÉTAIRE |
| M. ZAIRI | 13 | BERRAK | AH. CHAABI | 53 | 2 | M. FRIDJA |
| M. BENKOUIDER | 14 | ABID ZAMANGO | AN. CHAABI | 53 | 8 | PROPRIÉTAIRE |
| F. HAMIANE | 15 | FALAH | CH. ATTALLAH | 53 | 14 | PROPRIÉTAIRE |
| F. HAMIANE | 16 | GUALBI | JJ : SH. BENYETTOU | 52 | 6 | PROPRIÉTAIRE |
| ABH. GUESSOUM | 17 | ZAHWA LINA | M. HARECHE | 50 | 17 | MED. HAMIDI |
| B. NAIDJA SAHRAOUI | 18 | NORHESS | SF. BOUHOUCHE | 50 | 16 | MED. HAMIDI |

11. ROHEDI DE DILMI. Rien à voir.

12. STORMAE. C'est toujours l'impasse pour lui.

13. BERRAK. Rien à voir.

14. ABID ZAMANGO. Ce cheval n'arrive toujours pas à refaire surface. Outsider lointain.

15. FALAH. Rien de probant. Tâche délicate

16. GUALBI. À revoir.

17. ZAHWA LINA. Elle a été sixième le 9 février avec un lot plus meilleure. Mais la

monte était ce jour-là encore plus meilleure. Méfiance tout de même.

18. NORHESS. Pas évident.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

10. SOMAATA - 17. ZAHWA LINA - 9. HILLAL EZAMAN - 4. BINAYA DE MONLAU - 5. ISTIHKAK

LES CHANCES

6. AKSA - 14. ABID ZAMANGO

1.800 milliards de dollars de subventions annuelles contribuent à la destruction de la planète

« Au moins 1.800 milliards de dollars » de subventions publiques - 2% du PIB mondial - sont à l'origine chaque année de destructions d'écosystèmes et extinctions d'espèces, révèle une étude publiée jeudi par des entreprises et ONG qui appellent les gouvernements à mieux cibler leur soutien. Les résultats de cette étude sont publiés par la "B Team", une organisation co-fondée par le PDG du groupe Virgin, Richard Branson et réunissant dirigeants d'entreprises et de fondations internationales, ainsi que par "Business for Nature", une coalition mondiale d'entreprises et d'ONG. "Les secteurs des énergies fossiles, de l'agriculture et de l'eau reçoivent plus de 80% de toutes les subventions néfastes pour l'environnement", indiquent ces organisations dans un communiqué, appelant les gouvernements à les "réorienter, les reconverter ou les éliminer" d'ici 2030. Parmi les subventions mises en cause figurent par exemple celles aux exploitations bovines et à la production de soja au Brésil, pour leur rôle dans la déforestation, ou encore les soutiens aux biocarburants en Europe qui encouragent l'extension de terres arables au détriment de la biodiversité. La subvention de l'irrigation dans le district de Palo Verde en Californie est aussi pointée du doigt, accusée de favoriser la sécheresse, ainsi que les aides, en Iran notamment, à l'électricité ou au carburant alimentant des pompes à eau épuisant les nappes souterraines à un rythme trop rapide. L'étude chiffre à 640 milliards de dollars par an les sommes reçues par le secteur des énergies fossiles qui contribuent notamment à la pollution de l'eau et de l'air ou à des affaissements de terrain. L'agriculture est quant à elle concernée à hauteur de 520 milliards de dollars, et se trouve liée à des problèmes d'érosion des sols, de pollution de l'eau ou de déforestation. 155 milliards par an encouragent des gestions forestières non durables, selon les auteurs. Mais l'enquête montre aussi qu'un meilleur ciblage des subventions pourrait contribuer à mettre un terme et même à inverser ces pertes naturelles d'ici 2030 tout en bénéficiant aux entreprises alors que "plus de la moitié du PIB mondial (...) dépend de la nature" à des degrés divers. Cet appel a lieu à quelques semaines d'un prochain volet de la COP15, la convention de l'ONU sur la biodiversité, qui devait avoir lieu en janvier à Genève mais a été repoussée à cause du variant Omicron et doit se tenir désormais du 13 au 29 mars.

Saisie de plus de 9 kg de kif traité à Tlemcen

Les éléments des services des douanes de Tlemcen ont saisi 9,5 kg de kif traité, a-t-on appris jeudi dans un communiqué de la cellule de communication de la direction régionale des Douanes de Tlemcen. L'opération a été menée par les agents des brigades mobiles des douanes de Maghnia et Ouled Mimoune, en coordination avec les éléments de l'Armée nationale populaire, qui ont dressé une embuscade sur la route reliant les wilayas de Tlemcen et Aïn Temouchent, non loin du village "Aïn Laâlam" (Aïn Temouchent) où des camions sont passés à la fouille, a indiqué la même source. Le communiqué a fait savoir que 9,5 kg de kif traité ont été découverts soigneusement dissimulés dans les camions. Les conducteurs des camions ont été arrêtés et présentés devant les services de sécurité concernés pour poursuivre les procédures de l'enquête et présenter les mis en cause, ultérieurement, devant les juridictions judiciaires, a-t-on ajouté.



Automobile : la majorité des consommateurs de 25 pays ne veulent pas payer plus pour des options



La majorité des consommateurs de 25 pays à travers le monde ne sont pas disposés à payer plus cher pour acquérir des voitures embarquant les dernières technologies du moment, selon une étude mondiale et annuelle publiée jeudi par le cabinet Deloitte. Alors que les prix des voitures augmentent, une large majorité des consommateurs américains, allemands, français, japonais, ou d'Asie du Sud-est ne sont pas prêts à payer plus de 400 euros supplémentaires pour des équipements de sécurité, de divertissement ou des nouvelles motorisations. Seuls les consommateurs chinois sont plus enclins, en moyenne, à augmenter la mise. "Une majorité de la population attend que l'on maintienne le prix de vente tout en continuant à augmenter le niveau de technologie", a souligné chez Deloitte, Guillaume Crunelle, lors d'une conférence de presse. L'intérêt pour les voitures électriques augmente, notamment à cause de leur faible coût d'usage et de leur pollution plus limitée. 23% de Sud-Coréens envisagent une électrique pour leur prochain achat, comme 17% des Chinois et 15% des Allemands. Cet intérêt reste relatif en France (7%) ou aux Etats-Unis (5%), où l'essence reste dominante.

Inde : treize morts après une chute au fond d'un puits

Treize personnes ont trouvé la mort, à la suite d'une chute accidentelle au fond d'un puits après que la plaque de métal qui le recouvrait a cédé sous leur poids, pendant une cérémonie de mariage, ont rapporté vendredi des médias citant des responsables. Le directeur général adjoint de la police de Kushinagar, un district de l'Etat d'Uttar Pradesh, Akhil Kumar, a indiqué que sept femmes et six jeunes filles ont péri dans cet accident. L'officier de police a fait savoir que l'accident s'était produit dans la nuit de mercredi à jeudi, expliquant que pendant la cérémonie, des femmes et des jeunes filles étaient assises sur une plaque métallique, recouvrant un puits, quand celle-ci avait cédé en raison du surpoids, entraînant leur chute mortelle. Le Premier ministre, Narendra Modi, a qualifié, dans un tweet publié sur son compte officiel, l'accident de "déchirant" et a présenté ses condoléances aux familles des victimes, selon la même source.

Une statue du Rais Ali Betchine bientôt à Alger

Une statue en hommage au Rais Ali Betchine (Aldo Piccinin), réalisée en Italie en marbre de Massa, sera bientôt exposée au Centre des arts du Palais des Raïs-Bastion 23, à l'occasion des 400 ans de la construction de la mosquée "Ali-Bitchin" dans la basse Casbah d'Alger, dont la célébration est prévue le 04 mars prochain, annonce le centre. Cette sculpture représentant Ali Betchine et son épouse Lallahom Belkadi, princesse de Koukou, symbolise une autre traversée de ce jeune esclave italien, capturé au XVIe siècle à Massa en Toscane (centre ouest de l'Italie), puis adopté par son maître à Alger, avant de se convertir

à l'Islam sous le nom d'Ali Betchine et connaître une ascension fulgurante dans la hiérarchie, jusqu'à devenir le "Lion des mers" régnant sur la Méditerranée. Cette statue a été réalisée par les élèves du lycée artistique "Felice Palma" sous la conduite de l'artiste Alessandro Mosti sur la base d'une conception de l'élève, Giulia Vatteroni, suite à un projet lancé en 2018 par le chercheur et écrivain Riccardo Nicolai qui avait publié entre autres

"Ali Betchine, amour et magie de la Méditerranée" et "Ali Bitchin, pour l'amour d'une princesse". Plusieurs vidéos ont été postées sur les réseaux sociaux, montrant les phases de conception et de réalisation de cette statue ainsi que les derniers préparatifs avant sa livraison. La statue a été présentée pour la première fois lundi 24 janvier 2022 à Massa en présence de l'Ambassadeur d'Algérie à Rome, Abdelkrim Touahria, la consule

générale d'Algérie à Milan, Nassima Hocine, les élèves du lycée artistique "Felice Palma" et des autorités locales de la ville de Massa. La statue de Ali Betchine, perçue comme un fort symbole des relations amicales de longue date entre l'Algérie et l'Italie, a été conçue et réalisée dans le marbre de Massa, matériau noble qui avait motivé les échanges, alors initiés par Ali Bitchin, entre la Toscane et El Djazair, pour son importation.

MISE AUX POINGS

« Ceux qui pensent que le variant Omicron n'est pas dangereux, se trompent, le nombre de ses décès a atteint les 250 milles dans le monde »

Dr Mohamed Melhag



Le Courrier d'Algérie

Quotidien national d'information
Édité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :
Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :
BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :
Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :
Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :
Tél. : 023 70 94 35
023 70 94 22
023 70 94 30
023 70 94 31
Fax. : 023 70 94 26

Composition :
PAO Le Courrier d'Algérie

Publicité-ANEP :
1, Avenue Pasteur-Alger
Tél. : 021 73 76 78
Fax : 021 73 95 59

Impression :
- Centre : SIA
- Est : SIE
- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :
3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine
Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :
6, avenue Khedim Mustapha
Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :
Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerrouf - Bouira.
Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles :

redaction_courrier@yahoo.fr

SURVOL DES AVIONS MILITAIRES FRANÇAIS

L'Algérie rouvre son espace aérien

Les relations entre l'Algérie et la France semblent dépasser le stade des tensions et retrouvent visiblement leur niveau d'apaisement. Après les signaux positifs récemment donnés au plus haut niveau d'autorité des deux pays, avec en prime la reprise des canaux diplomatiques traditionnels, l'Algérie décide de rouvrir son espace aérien aux avions militaires français en partance vers le Mali.



L'information a été rapportée hier, à longueur de lignes, par les médias de l'Hexagone citant l'Agence de presse française. « L'Algérie a autorisé jeudi (17 février, ndlr) un avion militaire français à survoler son territoire », écrit France 24 sur son site internet. Selon l'AFP qui cite l'état-major des armées, un avion militaire français, de type Airbus A330 MRTT, « a pu survoler le territoire algérien avec l'accord formel des autorités locales pour la première fois depuis octobre ». La même source précise que « La demande est passée par l'ambassade de France, comme à chaque fois qu'un avion militaire survole un territoire étranger », ajoutant que « les autorités algériennes nous avaient prévenus que c'était possible ».

Jeudi, le chef d'état-major des armées français, Thierry Burkhard, poste un tweet

dans lequel il dit s'être entretenu avec son homologue algérien, le général de Corps d'armée, Saïd Chengriha, chef d'état-major de l'ANP. « Échanges sur la situation sécuritaire dans la bande sahélo-saharienne, en particulier sur la menace terroriste », pouvait-on y lire, précisant qu'il y a une « volonté commune de renforcer la coopération entre nos deux armées », algérienne et française.

Il est bon de rappeler que suite aux propos, peu amènes, tenus début octobre dernier, par le président Emmanuel Macron à l'égard de notre pays, l'Algérie avait pris des mesures fermes à l'encontre de la France. Après avoir rappelé son ambassadeur en poste à Paris, Mohamed Antar-Daoud, Alger avait interdit le survol

de son espace aérien par les avions militaires français. Depuis lors, les relations ont évolué et connaissent depuis quelques semaines un dégel, comme confirmé tout récemment par le président, Abdelmadjid Tebboune.

Farid G.

EN VISITE D'ETAT DE DEUX JOURS

Le Président Tebboune s'envole pour le Qatar aujourd'hui

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune entame, aujourd'hui, une visite d'Etat de deux jours au Qatar à l'invitation de l'Emir Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, indique un communiqué de la Présidence de la République. « A l'invitation de son frère, son Altesse Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, l'Emir de l'Etat frère du Qatar, le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune entamera une visite d'Etat de deux jours à l'Etat du Qatar, à partir du 19 février 2022 », précise le communiqué.

Cette visite, « s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations fraternelles entre les deux peuples frères et de la promotion de la coopération bilatérale, en consécration des relations solides et séculaires unissant les deux peuples et les dirigeants des deux pays », souligne le communiqué. Le Président Tebboune aura également à participer au 6e sommet des chefs d'Etats et de Gouvernements du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), prévu à Doha, conclut la même source.

R. N.

SELON DR MELHAG, VIROLOGUE ALGÉRIEN:

« La 4^e vague de Covid-19 est toujours-là »

Le virologue et ancien expert des laboratoires biologiques, Dr Mohamed Melhag, a indiqué la possibilité de l'émergence d'une cinquième vague de Coronavirus, affirmant que le pays continue à traverser la quatrième vague qui risque de durer plusieurs semaines. En effet, lors de son passage sur les ondes de la radio régionale de Sétif, Dr Melhag a expliqué, que l'Algérie est à la fin de la 4^e vague, et que les statistiques communiquées par le ministère de la Santé montrent que la situation épidémiologique est « stable », néanmoins cela n'exclut pas « la prolongation de la vague » prévient le médecin, et ce à cause du relâchement dans les mesures barrières et la réticence vaccinale. « Le non-respect du protocole sanitaire et le faible taux de vaccination et la mutation et l'évolution du virus ». Mettant en garde dans ce sillage contre l'apparition du sous-variant d'Omicron AB2, qui est très rapide et plus répandu. « Ceux qui pensent que le variant Omicron n'est pas dangereux, se trompent, le nombre de ses décès a atteint les 250 milles dans le monde » alerte-t-il. Pour le virologue le meilleur moyen d'obtenir une immunité collective est la vaccination pour aller à l'ouverture complète et reprendre une vie normale. Ainsi, Dr Melhag estime qu'il est probable que d'autres variants covid 19, plus dangereux et plus puissants apparaissent, en raison de la présence de foyers du virus. « Scientifiquement, il a été confirmé qu'il existe de nombreux symptômes pour les personnes infectées après la Covid, et que cela peut prendre de longs mois de fatigue, d'épuisement, de gorge sèche, d'absence d'odorat et de douleurs dans les articulations ».

Sarah. Oub

MISE EN VALEUR DES TERRES AGRICOLES

L'Etat récupère 750 000 hectares

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhafid Henni a annoncé la récupération de 750 000 hectares de terres agricoles sur une superficie totale de 2 750 000 hectares, dans le cadre du programme de mise en valeur des terres. Le ministre a précisé, jeudi à l'APN, que l'opération d'assainissement du foncier agricole contenue dans tous les programmes se poursuit à travers le territoire national. Une superficie globale de 1 150 000 ha a été accordée au profit de 140 000 bénéficiaires dans le cadre du règlement de possession de la propriété foncière dont des superficies non exploitées de 150 000 ha ont été récupérées, a-t-il expliqué.

Dans le cadre du droit de concession, 1 600 000 ha ont été attribués au profit de 36 000 bénéficiaires, outre la récupération de 600 000 ha destinés auparavant à 3.625 bénéficiaires. Concernant le

transfert de droit de jouissance permanent en concession, la situation de 155 500 bénéficiaires exploitant une superficie de 2 131 722 ha sur un total de 2 234 262 millions ha a été régularisée, alors que 38 776 hectares ont été récupérés.

Quant aux terrains exploités sans titre juridique d'une superficie de plus de 150 000 ha, Henni a affirmé que le secteur s'apprête à élaborer un cadre organisationnel pour les prendre en charge dans les plus brefs délais. Répondant à une question de l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terre saharienne (ODAS), le ministre a affirmé que l'ODAS avait entamé ses activités pour mettre le portefeuille foncier, accordé par l'État, sous la disposition des investisseurs à travers le guichet unique et la plateforme consacrée à cet effet. Une assiette foncière a été consacrée estimée à 136 000 hectares et 451

dossiers d'investissement ont été reçus depuis le lancement de la plateforme au niveau de 7 périmètres dont la majorité a été examinée. 138 investisseurs répondant aux exigences requises ont bénéficié de 14 250 ha.

Pour le reste des dossiers, certains ont été suspendus pour les compléter tandis que d'autres ont été rejetés pour non réunion des conditions. S'agissant du retard accusé dans la réalisation du siège de l'Office, le ministre a indiqué que les sièges provisoires ont été consacrés par les services des wilayas concernées en attendant le parachèvement des procédures d'affectation d'enveloppe financière pour leur réalisation, relevant que le ministère des Finances a alloué au secteur une rallonge de 160 millions DA destinée à la réalisation et l'équipement du siège principal et le lancement du recrutement dans ces wilayas.

Ania Nch

SOUS-RIRE

